

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2094

26 septembre 2007

SOMMAIRE

Alistair Investissement S.A.	100467	Legg Mason Global Money Funds FCP (Luxembourg)	100484
AMICORP Luxembourg S.A.	100511	Lemanik Sicav	100474
Atlantic Long Term Facilities	100470	Luxol Investissement S.A.	100471
Balsamine Services S.à r.l.	100507	Luxumbrella	100471
Bekerley Finance S.A.	100467	Macquarie Airports (Luxembourg) S.A.	100512
Black Diamond CLO 2007-1 (Luxembourg) S.A.	100495	Macquarie Airports (Luxembourg) S.A.	100512
Bluestar International S.A.	100511	Melody S.A.	100469
Capital @ Work Umbrella Fund	100473	MGP Pope S.à r.l.	100509
Carestin S.A.	100472	Midland Pyxis Group S.A.	100468
Cobfin S.A.	100510	Mine Holding S.A.	100470
Colcos S.A.	100472	MSI Alpha S.à r.l.	100507
Dealinvest Holding SA	100467	MSI Beta S.à r.l.	100508
East West Tiles S.A.	100469	Orius Holding S.A.	100471
Eschborn 1 (Duchy) S.à r.l.	100475	Parici S.à r.l.	100508
Eschborn 1 (Principality) S.à r.l.	100475	Partapar S.A.	100473
Eschborn I Hotel S.à r.l.	100475	Pearl Maritime S.A.	100506
Farina European Invest S.A.	100466	Perlach 1 (Duchy) S.à r.l.	100478
Frankfurt 1 (Duchy) S.à r.l.	100481	Perlach 1 (Principality) S.à r.l.	100478
Frankfurt 1 (Principality) S.à r.l.	100481	Perlach I Hotel S.à r.l.	100478
Frankfurt I Hotel S.à r.l.	100481	PREF Luxembourg S.à r.l.	100491
Franklin Templeton Management Luxembourg S.A.	100511	Schenck Process Finance S.à r.l.	100506
Frontline Holding S.A.	100512	Solferino Development S.A.	100466
General Capital S.A.	100510	Tabriz Finance S.A.	100472
Global Mezzanine Invest S.C.A., Sicar ...	100484	TIAA Lux 6	100509
Hentur Holding S.A.	100510	Topaz Maritime S.A.	100506
Higgins Holdings S.A.	100505	Trustgest S.A.	100505
Higgins S.A.	100505	Vanemo S.A.	100473
Kilbroney Finance S.A.	100509	Vendome Investissement S.A.	100466
Larguez les Amarres, Société Anonyme	100508	Verbena International S.à r.l.	100508
Legg Mason Global Funds FCP (Luxembourg)	100495	Victoria Strategies S.A.	100468
		VSF S.à r.l.	100507

Farina European Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 31.647.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 31 octobre 2007 à 11.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007106415/755/15.

Solferino Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 119.913.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 16 octobre 2007 à 14.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2007;
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2007;
3. Affectation des résultats au 30 juin 2007;
4. Vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007107434/10/18.

Vendome Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 93.832.

Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *October 16, 2007* at 11.00 p.m. at the registered office, with the following

Agenda:

1. Reading of the Directors' Report on activity as at June 30, 2007 and of the Statutory Auditor Report for the exercise ending June 30, 2007;
2. Approval of the annual accounts as at June 30, 2007 and allocation of its net result;
3. Discharge to the Directors and to the Statutory Auditor for the exercise of their mandates as at June 30, 2007;
4. Miscellaneous.

The Board of the Directors.

Référence de publication: 2007107436/10/16.

Alistair Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 11, rue Pierre d'Aspelt.

R.C.S. Luxembourg B 119.916.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 16 octobre 2007 à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2007;
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2007;
3. Affectation des résultats au 30 juin 2007;
4. Vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. Ratification de la cooptation d'un Administrateur et décharge accordée à l'Administrateur démissionnaire;
6. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007107435/10/19.

Bekerley Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 119.915.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 16 octobre 2007 à 12.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2007;
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2007;
3. Affectation des résultats au 30 juin 2007;
4. Vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007107437/10/18.

Dealinvest Holding SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 80.312.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 15 octobre 2007 à 13.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Non renouvellement du mandat d'administrateur venu à échéance de la société anonyme MONTEREY SERVICES S.A. et décharge.

6. Non-renouvellement du mandat d'administrateur venu à échéance de la société à responsabilité limitée UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à r.l. et décharge.
7. Reconduction de Monsieur Gérard Birchen dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
8. Nomination de Monsieur Cornelius Martin Bechtel, administrateur de sociétés, né à Emmerich (Allemagne), le 11 mars 1968, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
9. Nomination de Monsieur Sinan Sar, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 5 juin 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
10. Reconduction de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. dans son mandat de commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
11. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007108138/29/31.

Victoria Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 119.914.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *16 octobre 2007* à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 30 juin 2007,
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2007,
3. Affectation des résultats au 30 juin 2007,
4. Vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales,
5. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
6. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007107438/10/18.

Midland Pyxis Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 32.335.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra jeudi, *18 octobre 2007* à 15.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Non renouvellement du mandat d'administrateur, venu à échéance, de la société anonyme EURO MANAGEMENT SERVICES S.A. et décharge.
6. Non renouvellement du mandat d'administrateur, venu à échéance, de la société anonyme MONTEREY SERVICES S.A. et décharge.
7. Non renouvellement du mandat d'administrateur, venu à échéance, de la société à responsabilité limitée UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à r.l. et décharge.
8. Nomination de M. Cornelius Martin Bechtel, administrateur de sociétés, né à Emmerich (Allemagne), le 11 mars 1968, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.

9. Nomination de M. Gérard Birchen, administrateur de sociétés, né à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 décembre 1961, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
10. Nomination de M. Sinan Sar, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 5 juin 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
11. Reconduction de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58.545, avec siège social à L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, dans son mandat de commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
12. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007108144/29/34.

East West Tiles S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 59.516.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 15 octobre 2007 à 13.00 heures, au siège social, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la Société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Démission de Monsieur Robert Hovenier de son mandat d'administrateur et décharge.
7. Démission de la société anonyme MONTEREY SERVICES S.A. de son mandat d'administrateur et décharge.
8. Démission de la société à responsabilité limitée UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à r.l. de son mandat d'administrateur et décharge.
9. Nomination de Monsieur Eric Magrini, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 20 avril 1963, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2009.
10. Nomination de Monsieur Philippe Toussaint, administrateur de sociétés, né à Arlon (Belgique), le 2 septembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2009.
11. Nomination de Monsieur Pietro Longo, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 septembre 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2009.
12. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007108141/29/31.

Melody S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 58.376.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 12 octobre 2007 à 14.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2006,
3. Décharge aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes,

4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007108157/788/16.

Mine Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 76.332.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 15 octobre 2007 à 13.00 heures, au siège social, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la Société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Non renouvellement du mandat d'administrateur, venu à échéance, de la société anonyme MONTEREY SERVICES S.A. et décharge.
7. Non renouvellement du mandat d'administrateur, venu à échéance, de la société à responsabilité limitée UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à r.l. et décharge.
8. Nomination de Monsieur Philippe Toussaint, administrateur de sociétés, né à Arlon (Belgique), le 2 septembre 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
9. Nomination de Monsieur Pietro Longo, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 septembre 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
10. Reconduction de Monsieur Eric Magrini dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
11. Reconduction de la société anonyme FIDUCIAIRE INTERNATIONALE S.A. dans son mandat de commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
12. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007108146/29/32.

Atlantic Long Term Facilities, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1340 Luxembourg, 3-5, place Winston Churchill.

R.C.S. Luxembourg B 58.023.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 3-5, place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg, le 17 octobre 2007 à 10.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 30 juin 2007,
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2007 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007108152/833/18.

Luxol Investissement S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 41.277.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 15 octobre 2007 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes,
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 2007,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007108155/534/15.

Orius Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 25.471.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 12 octobre 2007 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2007, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2007.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 sur la législation des sociétés.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007108159/1023/17.

Luxumbrella, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 50.794.

Lors de l'assemblée générale ordinaire (ci-après dénommée «l'Assemblée») qui s'est tenue le 2 août 2007 au siège social de LUXUMBRELLA (ci-après dénommé la «Société»), étant donné qu'aucune action n'a été présentée ou représentée sur le nombre d'actions en circulation de la Société, la Présidente de l'Assemblée a décidé de surseoir aux décisions de l'ordre du jour et de convoquer une nouvelle assemblée générale ordinaire reprenant ces mêmes points.

Dès lors, nous vous prions de bien vouloir assister à la nouvelle

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de la Société qui se tiendra au siège social de la Société, le 19 octobre 2007 à 11.00 heures en vue d'examiner les points d'agenda suivants:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 30 avril 2007.
2. Approbation des comptes annuels pour l'exercice clos au 30 avril 2007.
3. Affectation des résultats.
4. Quitus aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'au 30 avril 2007.
5. Composition du Conseil d'Administration.
6. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises pour un terme d'un an venant à échéance à la prochaine Assemblée.
7. Divers.

Les résolutions soumises à l'Assemblée ne requièrent aucun quorum. Elles seront adoptées à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'Assemblée.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de BNP PARIBAS LUXEMBOURG, 10A, boulevard Royal, L-2093 Luxembourg, où des formulaires de procuration sont disponibles.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007108149/755/29.

Carestin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.
R.C.S. Luxembourg B 56.396.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires de la société anonyme CARESTIN S.A., prédésignée, sont convoqués à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
extraordinaire de ladite société anonyme qui se tiendra le jeudi 11 octobre 2007 à 15.00 heures au siège social sis à
L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Zeimet
- 2. pouvoirs à donner
- 3. questions diverses

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007108310/7430/15.

Tabriz Finance S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 25.473.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 12 octobre 2007 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2007, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2007.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007108160/1023/16.

Colcos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 90.548.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 15 octobre 2007 à 13.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007108161/29/17.

Partapar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 47.519.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 5 octobre 2007 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 avril 2007
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'Administrateurs et nomination de leurs remplaçants
5. Décharge spéciale aux Administrateurs démissionnaires pour l'exercice de leur mandat jusqu'à la date de leur démission
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007101764/795/18.

Vanemo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 61.168.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 5 octobre 2007 à 13.00 heures, au siège social, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2006.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la Société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Démission de Monsieur Robert Hovenier de son mandat d'administrateur et décharge.
7. Nomination de Monsieur Gérard Birchen, administrateur de sociétés, né à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 décembre 1961, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2010.
8. Démission de la société anonyme MONTEREY SERVICES S.A. de son mandat d'administrateur et décharge.
9. Nomination de Monsieur Sinan Sar, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 5 juin 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2010.
10. Démission de la société à responsabilité limitée UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à r.l. de son mandat d'administrateur et décharge.
11. Nomination de Monsieur Cornelius Martin Bechtel, administrateur de sociétés, né à Emmerich (Allemagne), le 11 mars 1968, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2010.
12. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007101765/29/31.

Capital @ Work Umbrella Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 60.661.

Le Conseil d'Administration a l'honneur d'inviter les actionnaires de CAPITAL @ WORK UMBRELLA FUND (ci-après la «Société») à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le 5 octobre 2007 à 14.00 heures, dans les bureaux de RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, pour délibérer et voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

abandonner le symbole «@» dans la dénomination sociale de la Société qui sera redénommée «CapitalatWork Umbrella Fund», en conséquence modifier l'article 1 des statuts; et mettre à jour, dans l'article 17 la dénomination sociale de CAPITAL @ WORK S.A. et de CAPITAL @ WORK INT'L S.A. qui sont devenus CapitalatWork S.A. et CapitalatWork INT'L S.A.

L'Assemblée Générale ne délibérera valablement que si la moitié du capital est représenté. Les résolutions ne pourront être adoptées qu'à la majorité des deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés lors de cette assemblée.

En cas de défaut de quorum lors de cette première Assemblée Générale Extraordinaire, une deuxième Assemblée sera convoquée et aura lieu à la même adresse avec le même ordre du jour le 12 novembre 2007, à 14.00 heures. Cette deuxième assemblée délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représentée, et les résolutions seront adoptées à la majorité des deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à cette Assemblée Générale Extraordinaire, les actionnaires au porteur devront déposer leurs certificats d'actions 5 jours ouvrables avant la date de l'Assemblée auprès de RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette.

Le Prospectus de la Société sera mis à jour en conséquence des délibérations de la présente assemblée, et la nouvelle version pourra être obtenue sur demande auprès du siège social de la Société et auprès du représentant en Belgique, CapitalatWork S.A., 153, avenue de la Couronne, B-1050 Bruxelles.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007101827/755/30.

Lemanik Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 44.893.

The Board of Directors convene the Shareholders to the:

ANNUAL GENERAL SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held at the registered office of the Company, 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, on *October 4th, 2007* at 11.00 a.m. with the following Agenda:

Agenda:

1. Approval of the report of the Board of Directors and of the report of the Auditor for the fiscal year ended on May 31st, 2007;
2. Approval of the Financial Statements for the fiscal year ended on May 31st, 2007;
3. Decision about the allocation of the results for the fiscal year ended on May 31st, 2007;
4. Discharge to the Directors and to the Auditor;
5. Statutory appointment and/or reappointment of the Directors and of the Auditors;
6. Miscellaneous.

In accordance with the Articles of Incorporation of the SICAV and the Luxembourg Law dated August 11th 1915, decisions on the Agenda will require no quorum and will be taken on the majority of the votes expressed by the Shareholders present or represented.

Terms and conditions to attend the meeting

The Shareholders will be allowed to attend the Meeting by giving proof of their identity, provided that they have informed the Company, at its registered office (4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg / Administration LEMANIK SICAV), by October 1st, 2007 at the latest of their intention to attend personally the Meeting. The Shareholders who could not attend personally the Meeting can be represented by any person of their convenience or by proxy; in this respect, proxies will be available at the registered office of the Company.

In order to be taken in consideration, the proxies duly completed and signed must be received at the registered office of the Company by October 1st, 2007 at the latest.

The persons who will attend physically the Meeting, in quality of Shareholders or by proxy, will have to produce to the Chairman of the Meeting a blocked certificate of the shares they own directly or by virtue of a proxy in the books of an authorised Agent or in the books of:

In Luxembourg:

SELLA BANK LUXEMBOURG S.A.

4, boulevard Royal

L-2449 Luxembourg

In Italy:

SELLA HOLDING BANCA S.p.A.

Via Italia, 2

I-13900 Biella

or

BANCA POPOLARE COMMERCIO E INDUSTRIA S.p.A

Via Moscova, 33

I-20121 Milano

or

2S BANCA S.p.A.

Via Alassio, 11/C

I-10126 Torino

or

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES

Milan Branch

Via Ansperto, 5

I-20123 Milano

In Germany:

MERCK FINCK & CO

Pacellistrasse 16

D-80333 München

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007102738/755/58.

Eschborn 1 (Principality) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 130.288.

Eschborn 1 (Duchy) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 130.321.

Eschborn I Hotel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 114.686.

—
MERGER PLAN

In the year two thousand and seven, on the thirty-first day.

Before Maître Anja Holtz, notary residing in Wiltz (Grand Duchy of Luxembourg).

Appeared:

1. ESCHBORN 1 (PRINCIPALITY) S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 130.288,

2. ESCHBORN 1 (DUCHY) S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 130.321

(hereafter the «Absorbed Companies»),

represented by M^e Franz Fayot, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 31st August 2007 which shall remain attached to the present deed in order to be registered with it;

and

3. ESCHBORN I HOTEL S.à.r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 114.686

(hereafter the «Absorbing Company»)

represented by M^e Franz Fayot, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 31st August 2007 which shall remain attached to the present deed in order to be registered with it;

who declared the following

(A) The Board of Managers of the Absorbing Company and of the Absorbed Companies, (together the «Companies») propose to the shareholders of all Companies to merge the three pre-mentioned Companies by contribution by the Absorbed Companies of all their assets and liabilities which are consisting of all the shares in the Absorbing Company.

(B) In connection with the reorganisation of the group to which the Companies belong (hereafter the «Group») aiming to simplify its structure by establishing the Absorbing Company as one of three subholding company of PRINCIPALITY CAPITAL S.à.r.l. and DUCHY CAPITAL S.à.r.l., the merger of the Absorbed Companies into the Absorbing Company appears to be the most appropriate, efficient and simple solution, without affecting the management of the activities of the entire Group.

(C) Each Absorbed Company has a single shareholder and each of the Absorbed Companies holds 50 % in the Absorbing Company. The shareholders of the Absorbed Companies (the «Shareholders») will therefore be entitled to 50% of the Absorbing Company.

Now therefore it is agreed that:

1) The Companies

The Absorbing Company, ESCHBORN I HOTEL S.à.r.l., is incorporated as société à responsabilité limitée, with registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 114686.

The Absorbed Companies, which will be merged into the Absorbing Company (fusion-absorption), are:

(i) ESCHBORN 1 (PRINCIPALITY) S.à.r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 130288,

(ii) ESCHBORN 1 (DUCHY) S.à.r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 130.321.

In this respect, the Board of Managers of each of the Companies have decided at their meetings of 26 July 2007 to propose to the shareholders to merge the Absorbed Companies into the Absorbing Company.

2) General Meeting of the Shareholders of the Absorbed Company

It is proposed to the Shareholders to approve the proposed merger, whereby, in the context of its dissolution without liquidation, the Absorbed Companies will transfer to the Absorbing Company all of their assets and liabilities, in accordance with article 274 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the «Law») at an Extraordinary General Meeting of Shareholders of the Absorbed Companies which will be held before a Luxembourg notary public at the earliest one month following the publication of the present merger proposal.

3) Exchange ratio of the shares - terms of the delivery of the shares

The exchange ratio is determined on the basis of the existing indirect holding by each Shareholder in the Absorbing Company and each Shareholder will be allocated six thousand two hundred and fifty (6,250) new shares in the Absorbing Company while the existing shares in the Absorbing Company will be cancelled. The balance of the contributed shareholder equity shall be allocated to the share premium account of the Absorbing Company. The merger is carried out on the basis of the accounting value of the Absorbing Company and of the Absorbed Companies as at 30th June 2007.

4) Any special advantages granted to the independent auditors, to the members of the board of managers and to the statutory auditors

No special advantages are granted to the independent auditors or to the members of the board of managers.

The present proposal, as well as the annual accounts and the reports of the Managers of the Absorbing Company as well as the accounts of the Absorbed Companies and the Absorbing Company as at 31st August may be inspected at their respective registered office from 2007 and copies thereof may be obtained on request, free of charge.

Statement

In accordance with article 271 of the 1915 Law, the undersigned notary certifies the legality the present merger proposal.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same persons and in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by her surname, first names, civil status and residence, the said person signed together with us the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le trente et unième jour du mois d'août,

Par-devant, Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz (Grand-Duché de Luxembourg)

Ont comparu

1. ESCHBORN 1 (PRINCIPALITY) S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 130.288,

2. ESCHBORN 1 (DUCHY) S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 130.321 (ci-après les «Sociétés Absorbées»),

représentée par M^e Franz Fayot, maître en droit, demeurant à Luxembourg en vertu d'une procuration datée du 31 août 2007 qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement;

et

3. ESCHBORN I HOTEL S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 114.686

(ci-après la «Société Absorbante»),

représentée par M^e Franz Fayot, maître en droit, demeurant à Luxembourg en vertu d'une procuration datée du 31 août 2007 qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Qui ont déclaré ce qui suit:

(A) Les Conseils de Gérance de la Société Absorbante et des Sociétés Absorbées, (ensemble les «Sociétés») proposent aux associés de toutes les Sociétés de fusionner les trois Sociétés précitées, par contribution des Sociétés Absorbées de tous leurs actifs et passifs qui consistent en toutes les parts sociales de la Société Absorbante.

(B) Dans le cadre de la réorganisation du groupe auquel appartiennent les Sociétés (ci-après le «Groupe») ayant pour dessein de simplifier sa structure en établissant la Société Absorbante comme une des trois sociétés sous holding de PRINCIPALITY CAPITAL S.à.r.l. et DUCHY CAPITAL S.à.r.l., la fusion des Sociétés Absorbées dans la Société Absorbante apparaît comme étant la solution la plus appréciée, efficace et simple, sans affecter l'administration des activités de l'entière du Groupe.

(C) Chacune des Sociétés Absorbées a un associé unique et chacune des Sociétés Absorbées détient 50% dans la Société Absorbante. Les associés des Sociétés Absorbées (les «Associés») auront ainsi droit à 50% dans la Société Absorbante.

Il est convenu que:

1) Les Sociétés

La Société Absorbante, ESCHBORN I HOTEL S.à.r.l., est une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 114.686.

Les Sociétés Absorbées qui seront fusionnées dans la Société Absorbante sont

(i) ESCHBORN 1 (PRINCIPALITY) S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 130.288

(ii) ESCHBORN 1 (DUCHY) S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 130.321

A cet égard, le Conseil de Gérance de chacune des Sociétés ont décidé lors de leurs réunions du 26 juillet 2007 de proposer à leurs associés de fusionner les Sociétés Absorbées dans la Société Absorbante.

2) Assemblée Générale des Actionnaires de la Société Absorbée

Il est proposé aux Associés d'approuver le projet de fusion, au moyen duquel, dans le cadre de la dissolution sans liquidation, les Sociétés Absorbées transféreront à la Société Absorbante tous leurs actifs et passifs, conformément à l'article 274 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire des Associés des Sociétés Absorbées qui se tiendront devant un notaire luxembourgeois au plus tôt un mois après la publication du présent projet de fusion.

3) Rapport d'échange des parts sociales - modalités de la remise des parts sociales

Le rapport d'échange, qui est déterminé sur base de la détention actuelle indirecte par chacun des Associés dans la Société Absorbante et chacun des Associés recevra six mille deux cent cinquante (6.250) parts sociales nouvelles dans la

Société absorbante tandis que les parts sociales existantes dans la société absorbante seront annulées. L'écart des avoirs apportés par les Associés sera alloué au compte de prime d'émission de la Société Absorbante. La fusion est réalisée sur base de la valeur comptable de la Société Absorbante et des Sociétés Absorbées

4) Avantages particuliers attribués aux réviseurs d'entreprises, aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes

Aucun avantage particulier n'est attribué aux réviseurs d'entreprises ou aux membres du conseil de gérance.

Le présent projet, ainsi que les comptes et les rapports des Gérants de la Société Absorbante ainsi que les comptes des Sociétés Absorbées et de la Société Absorbante au 31 août 2007 pourront être consultés à leur siège social respectif à partir du 2007 et des copies pourront être obtenues sur demande, sans frais.

Déclaration

Conformément à l'article 271 de la Loi de 1915, le notaire soussigné certifie la légalité du présent projet de fusion.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants repris plus haut, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connue du notaire par son nom, prénoms, état et demeure, la personne nommée a signé avec nous, notaire le présente acte.

Signé: F. Fayot, A. Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 3 septembre 2007, WIL/2007/738. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Pleschette.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Wiltz, le 3 septembre 2007.

A. Holtz.

Référence de publication: 2007096545/2724/159.

(070118176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Perlach 1 (Principality) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 130.304.

Perlach 1 (Duchy) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 130.320.

Perlach I Hotel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxemburg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 114.683.

MERGER PLAN

In the year two thousand and seven, on the thirty-first day of August.

Before Maître Anja Holtz, notary residing in Wiltz (Grand Duchy of Luxembourg).

Appeared:

1. PERLACH 1 (PRINCIPALITY) S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 130304,

2. PERLACH 1 (DUCHY) S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 130320

(hereafter the «Absorbed Companies»),

represented by M^e Franz Fayot, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 31st August 2007 which shall remain attached to the present deed in order to be registered with it;

and

3. PERLACH I HOTEL S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 114.683

(hereafter the «Absorbing Company»)

represented by M^e Franz Fayot, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 31st August 2007 which shall remain attached to the present deed in order to be registered with it.

who declared the following

(A) The Board of Managers of the Absorbing Company and of the Absorbed Companies, (together the «Companies») propose to the shareholders of all Companies to merge the three pre-mentioned Companies by contribution by the Absorbed Companies of all their assets and liabilities which are consisting of all the shares in the Absorbing Company.

(B) In connection with the reorganisation of the group to which the Companies belong (hereafter the «Group») aiming to simplify its structure by establishing the Absorbing Company as one of three subholding company of PRINCIPALITY CAPITAL S.à.r.l. and DUCHY CAPITAL S.à.r.l., the merger of the Absorbed Companies into the Absorbing Company appears to be the most appropriate, efficient and simple solution, without affecting the management of the activities of the entire Group.

(C) Each Absorbed Company has a single shareholder and each of the Absorbed Companies holds 50 % in the Absorbing Company. The shareholders of the Absorbed Companies (the «Shareholders») will therefore be entitled to 50% of the Absorbing Company.

Now therefore it is agreed that:

1) The Companies

The Absorbing Company, PERLACH I HOTEL S.à.r.l., is incorporated as société à responsabilité limitée, with registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 114683.

The Absorbed Companies, which will be merged into the Absorbing Company (fusion-absorption), are:

(i) PERLACH 1 (PRINCIPALITY) S.à.r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 130304,

(ii) PERLACH 1 (DUCHY) S.à.r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 130320.

In this respect, the Board of Managers of each of the Companies have decided at their meetings of 26 July 2007 to propose to the shareholders to merge the Absorbed Companies into the Absorbing Company.

2) General Meeting of the Shareholders of the Absorbed Company

It is proposed to the Shareholders to approve the proposed merger, whereby, in the context of its dissolution without liquidation, the Absorbed Companies will transfer to the Absorbing Company all of their assets and liabilities, in accordance with article 274 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the «Law») at an Extraordinary General Meeting of Shareholders of the Absorbed Companies which will be held before a Luxembourg notary public at the earliest one month following the publication of the present merger proposal.

3) Exchange ratio of the shares - terms of the delivery of the shares

The exchange ratio is determined on the basis of the existing indirect holding by each Shareholder in the Absorbing Company and each Shareholder will be allocated six thousand two hundred and fifty (6,250) new shares in the Absorbing Company while the existing shares in the Absorbing Company will be cancelled. The balance of the contributed shareholder equity shall be allocated to the share premium account of the Absorbing Company. The merger is carried out on the basis of the accounting value of the Absorbing Company and of the Absorbed Companies as at 30th June 2007.

4) Any special advantages granted to the independent auditors, to the members of the board of managers and to the statutory auditors

No special advantages are granted to the independent auditors or to the members of the board of managers.

The present proposal, as well as the annual accounts and the reports of the Managers of the Absorbing Company as well as the accounts of the

Absorbed Companies and the Absorbing Company as at 31 August 2007 may be inspected at their respective registered office from 2007 and copies thereof may be obtained on request, free of charge.

Statement

In accordance with article 271 of the 1915 Law, the undersigned notary certifies the legality the present merger proposal

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same persons and in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by her surname, first names, civil status and residence, the said person signed together with us the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le trente et unième jour du mois d'août.

Par-devant, Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu

1. PERLACH 1 (PRINCIPALITY) S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 130.304,

2. PERLACH 1 (DUCHY) S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 130.320

(ci-après les «Sociétés Absorbées»),

représentée par M^e Franz Fayot, maître en droit, demeurant à Luxembourg en vertu d'une procuration datée du 31 août 2007 qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement;

3. PERLACH I HOTEL S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 114.683

(ci-après la «Société Absorbante»),

représentée par M^e Franz Fayot, maître en droit, demeurant à Luxembourg en vertu d'une procuration datée du 31 août 2007 qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement;

Qui ont déclaré ce qui suit:

(A) Les Conseils de Gérance de la Société Absorbante et des Sociétés Absorbées, (ensemble les «Sociétés») proposent aux associés de toutes les Sociétés de fusionner les trois Sociétés précitées, par contribution des Sociétés Absorbées de tous leurs actifs et passifs qui consistent en toutes les parts sociales de la Société Absorbante.

(B) Dans le cadre de la réorganisation du groupe auquel appartiennent les Sociétés (ci-après le «Groupe») ayant pour dessein de simplifier sa structure en établissant la Société Absorbante comme une des trois sociétés sous holding de PRINCIPALITY CAPITAL S.à.r.l. et DUCHY CAPITAL S.à.r.l., la fusion des Sociétés Absorbées dans la Société Absorbante apparaît comme étant la solution la plus appréciée, efficace et simple, sans affecter l'administration des activités de l'entière du Groupe.

(C) Chacune des Sociétés Absorbées a un associé unique et chacune des Sociétés Absorbées détient 50% dans la Société Absorbante. Les associés des Sociétés Absorbées (les «Associés») auront ainsi droit à 50% dans la Société Absorbante.

Il est convenu que:

1) Les Sociétés

La Société Absorbante, PERLACH I HOTEL S.à.r.l., est une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 114683.

Les Sociétés Absorbées qui seront fusionnées dans la Société Absorbante sont

(i) PERLACH 1 (PRINCIPALITY) S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 130304

(ii) PERLACH 1 (DUCHY) S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 130320

A cet égard, le Conseil de Gérance de chacune des Sociétés ont décidé lors de leurs réunions du 26 juillet 2007 de proposer à leurs associés de fusionner les Sociétés Absorbées dans la Société Absorbante.

2) Assemblée Générale des Actionnaires de la Société Absorbée

Il est proposé aux Associés d'approuver le projet de fusion, au moyen duquel, dans le cadre de la dissolution sans liquidation, les Sociétés Absorbées transféreront à la Société Absorbante tous leurs actifs et passifs, conformément à l'article 274 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire des Associés des Sociétés Absorbées qui se tiendront devant un notaire luxembourgeois au plus tôt un mois après la publication du présent projet de fusion.

3) Rapport d'échange des parts sociales - modalités de la remise des parts sociales

Le rapport d'échange, qui est déterminé sur base de la détention actuelle indirecte par chacun des Associés dans la Société Absorbante et chacun des Associés recevra six mille deux cent cinquante (6.250) parts sociales nouvelles dans la Société absorbante tandis que les parts sociales existantes dans la société absorbante seront annulées. L'écart des avoirs apportés par les Associés sera alloué au compte de prime d'émission de la Société Absorbante. La fusion est réalisée sur base de la valeur comptable de la Société Absorbante et des Sociétés Absorbées

4) Avantages particuliers attribués aux réviseurs d'entreprises, aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes

Aucun avantage particulier n'est attribué aux réviseurs d'entreprises ou aux membres du conseil de gérance.

Le présent projet, ainsi que les comptes et les rapports des Gérants de la Société Absorbante ainsi que les comptes des Sociétés Absorbées et de la Société Absorbante au 31 août 2007 pourront être consultés à leur siège social respectif à partir du et des copies pourront être obtenues sur demande, sans frais.

Déclaration

Conformément à l'article 271 de la Loi de 1915, le notaire soussigné certifie la légalité du présent projet de fusion

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants repris plus haut, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connue du notaire par son nom, prénoms, état et demeure, la personne nommée a signé avec nous, notaire le présente acte.

Signé: F. Fayot, A. Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 3 septembre 2007, WIL/2007/740. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Pletschette.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Wiltz, le 3 septembre 2007.

A. Holtz.

Référence de publication: 2007096559/2724/159.

(070118216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Frankfurt 1 (Principality) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 130.319.

Frankfurt 1 (Duchy) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 130.303.

Frankfurt I Hotel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 114.682.

MERGER PLAN

In the year two thousand and seven, on the thirty-first day of August.

Before Maître Anja Holtz, notary residing in Wiltz (Grand Duchy of Luxembourg).

Appeared:

1. FRANKFURT 1 (PRINCIPALITY) S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 130.319,

2. FRANKFURT 1 (DUCHY) S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 130.303

(hereafter the «Absorbed Companies»),

represented by M^e Franz Fayot, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 31st August 2007 which shall remain attached to the present deed in order to be registered with it;

and

3. FRANKFURT I HOTEL S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 114.682

(hereafter the «Absorbing Company»)

represented by M^e Franz Fayot, maître en droit, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 31st August 2007 which shall remain attached to the present deed in order to be registered with it;

who declared the following

(A) The Board of Managers of the Absorbing Company and of the Absorbed Companies, (together the «Companies») propose to the shareholders of all Companies to merge the three pre-mentioned Companies by contribution by the Absorbed Companies of all their assets and liabilities which are consisting of all the shares in the Absorbing Company.

(B) In connection with the reorganisation of the group to which the Companies belong (hereafter the «Group») aiming to simplify its structure by establishing the Absorbing Company as one of three subholding company of PRINCIPALITY CAPITAL S.à.r.l. and DUCHY CAPITAL S.à.r.l., the merger of the Absorbed Companies into the Absorbing Company appears to be the most appropriate, efficient and simple solution, without affecting the management of the activities of the entire Group.

(C) Each Absorbed Company has a single shareholder and each of the Absorbed Companies holds 50 % in the Absorbing Company. The shareholders of the Absorbed Companies (the «Shareholders») will therefore be entitled to 50% of the Absorbing Company.

Now therefore it is agreed that:

1) The Companies

The Absorbing Company, FRANKFURT I HOTEL S.à.r.l., is incorporated as société à responsabilité limitée, with registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 114682.

The Absorbed Companies, which will be merged into the Absorbing Company (fusion-absorption), are:

(i) FRANKFURT 1 (PRINCIPALITY) S.à.r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 130319, (ii) FRANKFURT 1 (DUCHY) S.à.r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 130303.

In this respect, the Board of Managers of each of the Companies have decided at their meetings of 26 July 2007 to propose to the shareholders to merge the Absorbed Companies into the Absorbing Company.

2) General Meeting of the Shareholders of the Absorbed Company

It is proposed to the Shareholders to approve the proposed merger, whereby, in the context of its dissolution without liquidation, the Absorbed Companies will transfer to the Absorbing Company all of their assets and liabilities, in accordance with article 274 of the law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the «Law») at an Extraordinary General Meeting of Shareholders of the Absorbed Companies which will be held before a Luxembourg notary public at the earliest one month following the publication of the present merger proposal.

3) Exchange ratio of the shares - terms of the delivery of the shares

The exchange ratio is determined on the basis of the existing indirect holding by each Shareholder in the Absorbing Company and each Shareholder will be allocated six thousand two hundred and fifty (6,250) new shares in the Absorbing Company while the existing shares in the Absorbing Company will be cancelled. The balance of the contributed shareholder equity shall be allocated to the share premium account of the Absorbing Company. The merger is carried out on the basis of the accounting value of the Absorbing Company and of the Absorbed Companies as at 30th June 2007.

4) Any special advantages granted to the independent auditors, to the members of the board of managers and to the statutory auditors

No special advantages are granted to the independent auditors or to the members of the board of managers.

The present proposal, as well as the annual accounts and the reports of the Managers of the Absorbing Company as well as the accounts of the Absorbed Companies and the Absorbing Company as at 31st August may be inspected at their respective registered office from 2007 and copies thereof may be obtained on request, free of charge.

Statement

In accordance with article 271 of the 1915 Law, the undersigned notary certifies the legality the present merger proposal.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same persons and in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by her surname, first names, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le trente et unième jour du mois d'août,

Par-devant, Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu

1. FRANKFURT 1 (PRINCIPALITY) S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 130.319,

2. FRANKFURT 1 (DUCHY) S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 130303

(ci-après les «Sociétés Absorbées»),

représentée par M^e Franz Fayot, maître en droit, demeurant à Luxembourg en vertu d'une procuration datée du 31 août 2007 qui

restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement;

et

3. FRANKFURT I HOTEL S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 114682

(ci-après la «Société Absorbante»×),

représentée par M^e Franz Fayot, maître en droit, demeurant à Luxembourg en vertu d'une procuration datée du 31 août 2007 qui restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Qui ont déclaré ce qui suit:

(A) Les Conseils de Gérance de la Société Absorbante et des Sociétés Absorbées, (ensemble les «Sociétés») proposent aux associés de toutes les Sociétés de fusionner les trois Sociétés précitées, par contribution des Sociétés Absorbées de tous leurs actifs et passifs qui consistent en toutes les parts sociales de la Société Absorbante.

(B) Dans le cadre de la réorganisation du groupe auquel appartiennent les Sociétés (ci-après le «Groupe») ayant pour dessein de simplifier sa structure en établissant la Société Absorbante comme une des trois sociétés sous holding de PRINCIPALITY CAPITAL S.à.r.l. et DUCHY CAPITAL S.à.r.l., la fusion des Sociétés Absorbées dans la Société Absorbante apparaît comme étant la solution la plus appréciée, efficace et simple, sans affecter l'administration des activités de l'entité du Groupe.

(C) Chacune des Sociétés Absorbées a un associé unique et chacune des Sociétés Absorbées détient 50% dans la Société Absorbante. Les associés des Sociétés Absorbées (les «Associés») auront ainsi droit à 50% dans la Société Absorbante.

Il est convenu que:

1) Les Sociétés

La Société Absorbante, FRANKFURT I HOTEL S.à.r.l., est une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 114682.

Les Sociétés Absorbées qui seront fusionnées dans la Société Absorbante sont

(i) FRANKFURT 1 (PRINCIPALITY) S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 130319

(ii) FRANKFURT 1 (DUCHY) S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 130303

A cet égard, le Conseil de Gérance de chacune des Sociétés ont décidé lors de leurs réunions du 26 juillet 2007 de proposer à leurs associés de fusionner les Sociétés Absorbées dans la Société Absorbante.

2) Assemblée Générale des Actionnaires de la Société Absorbée

Il est proposé aux Associés d'approuver le projet de fusion, au moyen duquel, dans le cadre de la dissolution sans liquidation, les Sociétés Absorbées transféreront à la Société Absorbante tous leurs actifs et passifs, conformément à l'article 274 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi») lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire des Associés des Sociétés Absorbées qui se tiendront devant un notaire luxembourgeois au plus tôt un mois après la publication du présent projet de fusion.

3) Rapport d'échange des parts sociales - modalités de la remise des parts sociales

Le rapport d'échange, qui est déterminé sur base de la détention actuelle indirecte par chacun des Associés dans la Société Absorbante et chacun des Associés recevra six mille deux cent cinquante (6.250) parts sociales nouvelles dans la Société absorbante tandis que les parts sociales existantes dans la société absorbante seront annulées. L'écart des avoirs apportés par les Associés sera alloué au compte de prime d'émission de la Société Absorbante. La fusion est réalisée sur base de la valeur comptable de la Société Absorbante et des Sociétés Absorbées

4) Avantages particuliers attribués aux réviseurs d'entreprises, aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes

Aucun avantage particulier n'est attribué aux réviseurs d'entreprises ou aux membres du conseil de gérance.

Le présent projet, ainsi que les comptes et les rapports des Gérants de la Société Absorbante ainsi que les comptes des Sociétés Absorbées et de la Société Absorbante au 31 août 2007 pourront être consultés à leur siège social respectif à partir du 2007 et des copies pourront être obtenues sur demande, sans frais.

Déclaration

Conformément à l'article 271 de la Loi de 1915, le notaire soussigné certifie la légalité du présent projet de fusion.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des comparants repris plus haut, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connue du notaire par son nom, prénoms, état et demeure, la personne nommée a signé avec nous, notaire le présente acte.

Signé: F. Fayot, A. Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 3 septembre 2007, WIL/2007/739. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Pletschette.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Wiltz, le 3 septembre 2007.

A. Holtz.

Référence de publication: 2007096560/2724/159.

(070118167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2007.

Legg Mason Global Money Funds FCP (Luxembourg), Fonds Commun de Placement.

Le Règlement de Gestion consolidé de LEGG MASON GLOBAL MONEY FUNDS FCP (LUXEMBOURG), a été déposé au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Ce Règlement de Gestion entrera en vigueur le 1^{er} octobre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, Septembre 2007.

Pour LEGG MASON INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

Référence de publication: 2007106414/8034/14.

Enregistré à Luxembourg, le 6 septembre 2007, réf. LSO-CI01421. - Reçu 46 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070122600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 septembre 2007.

Global Mezzanine Invest S.C.A., Sicar, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 131.435.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundsieben, am fünften September.

Vor Uns Henri Hellinckx, Notar, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg (Grossherzogtum Luxemburg).

Sind erschienen:

1. PARTNERS GROUP (LUXEMBOURG) S.à.r.l., eine Gesellschaft, die nach Luxemburger Recht errichtet wurde und ihren Sitz an der 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, hat und vertreten wird durch Frau Eva Brauckmann, Volljuristin, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäss Vollmacht mit Datum vom 3. September 2007;

2. PARTNERS GROUP HOLDING, Zugerstrasse 57, CH-6341 Baar-Zug, Schweiz, vertreten durch Frau Eva Brauckmann, vorgeannt, gemäss Vollmacht mit Datum vom 3. September 2007; und

3. PARTNERS GROUP, Zugerstrasse 57, CH-6341 Baar-Zug, Schweiz, vertreten durch Frau Eva Brauckmann, vorgeannt, gemäss Vollmacht mit Datum vom 3. September 2007.

Die ne varietur von allen erschienenen Parteien und vom Notar unterzeichneten Vollmachten bilden einen Anhang zu diesem Dokument, das bei dem zuständigen Handelsregisteramt hinterlegt wird.

Die erschienenen Personen haben für die von ihnen vertretenen Parteien den Notar gebeten, die Satzung der Kommanditaktiengesellschaft, die sie gemeinsam begründen, wie folgt festzuhalten (nachfolgend: die «Satzung»):

Art. 1. Errichtung. Zwischen den zeichnenden Parteien und all jenen, die Inhaber von später ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Gesellschaft in Form einer Kommanditaktiengesellschaft (société en commandite par actions), die als Investmentgesellschaft für Anlage in Risikokapital gemäss Gesetz vom 15. Juni 2004 qualifiziert, und als GLOBAL MEZZANINE INVEST S.C.A., SICAR (die «Gesellschaft») firmiert.

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird für eine Dauer bis zum 31. Dezember 2019 errichtet. Die Gesellschaft kann durch Aktionärsbeschluss, der gemäss den Regeln für die Änderung der Satzung gefasst wurde, vor diesem Datum aufgelöst werden oder um bis zu 3 (drei) Einjahresperioden weitergeführt werden.

Art. 3. Zweck.

(a) Der einzige Zweck der Gesellschaft besteht darin, die Vermögenswerte direkt oder indirekt in Wertpapiere und andere Anlagegegenstände (einschliesslich Mezzanine-Darlehen) zu investieren, die Risikokapitalanlagen im Sinn des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft für Anlage in Risikokapital darstellen, um den Aktionären unter Berücksichtigung der eingegangenen Risiken das Ergebnis der Verwaltung der Vermögenswerte zukommen zu lassen.

(b) Soweit nach dem Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft für Anlage in Risikokapital zulässig, kann die Gesellschaft alle Massnahmen und Vorkehrungen treffen, die sie im Hinblick auf die Zweckerfüllung als nützlich erachtet.

Art. 4. Sitz.

(a) Der Gesellschaftssitz ist Strassen, Luxemburg. Auf Beschluss des Managers können in Luxemburg Zweigniederlassungen errichtet oder weitere Büros betrieben werden.

(b) Falls der Manager feststellt, dass ausserordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen eingetreten sind oder bevorstehen, welche die ordentlichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation zwischen ihrem Büro und Personen im Ausland unmöglich machen würden, kann der Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis sich diese ausserordentlichen Umstände vollständig normalisiert haben; solche vorübergehenden Massnahmen haben keine Auswirkung auf die nationale Zugehörigkeit der Gesellschaft, die trotz der vorübergehenden Sitzverlegung in Luxemburg verbleibt.

Art. 5. Aktienkapital.

(a) Das genehmigte Aktienkapital der Gesellschaft beträgt zehn Millionen Euro (10.000.000 Euro) und ist aufgeteilt in:

(i) fünf Millionen (5.000.000) Vorzugsaktien (gemäss definiertem Begriff) mit einem Nominalwert von einem Euro (1 Euro) pro Aktie; und

(ii) fünf Millionen (5.000.000) Manager-Aktien (gemäss definiertem Begriff) mit einem Nominalwert von einem Euro (1 Euro) pro Aktie.

(b) Die Gesellschaft wird mit einem Aktienkapital von mindestens einunddreissigtausend Euro (31.000 Euro) errichtet, eingeteilt in dreissigtausendneuhundertachtundneunzig (30.998) Manager-Aktien und zwei (2) Vorzugsaktien mit einem Nominalwert von einem Euro (1 Euro) pro Aktie.

(c) Der Manager kann jedem ordnungsgemäss bevollmächtigten Gesellschaftsorgan oder jeder anderen ordnungsgemäss bevollmächtigten Person die Pflicht auferlegen, Zeichnungen entgegenzunehmen sowie Zahlungen für ausgegebene Aktien auszuführen oder zu empfangen.

(d) Der Manager ist berechtigt, im Rahmen der betraglichen Begrenzung des genehmigten Aktienkapital Aktien wie folgt auszugeben:

(i) jede Vorzugsaktie wird zu einem Zeichnungspreis von insgesamt tausend Euro 1.000 Euro ausgegeben (d.h. Nominalwert von einem Euro (1 Euro) zuzüglich Emissionsagio von neunhundertneunundneunzig Euro (999) Euro); und

(ii) jede Manager-Aktie wird zu einem Zeichnungsbetrag von einem Euro (1 Euro) (zuzüglich Emissionsagio von null (0) bis einem Euro (1 Euro) ausgegeben.

(e) Die Gesamtsumme der von einem Gesellschaftsinvestor an die Gesellschaft getätigten Zahlungen (d.h. Nominalwert und Emissionsagio) werden als «Kapitaleinlagen» bezeichnet.

(f) Der Manager kann im Rahmen des genehmigten Kapitals bis zum fünften Jahrestag der Veröffentlichung der Satzung Aktien ausgeben. Diese Periode kann jedoch durch Aktionärsbeschluss, der gemäss den Regeln für die Änderung der Satzung gefasst wurde, verlängert werden.

(g) Der im Namen der Gesellschaft handelnde Manager verfügt über eine umfassende Kompetenz, das Vorgehen bei der Aufnahme von Investoren, bei Kapitalabrufen und bei Zahlungen, die auf Kapitalabrufe folgen, zu regeln.

(h) Das Kapital, wie vom Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital definiert, das innerhalb von zwölf Monaten seit Genehmigung der Gesellschaft als Wagniskapitalgesellschaft nach Luxemburger Recht mindestens erreicht sein muss, beträgt eine Million (1.000.000) Euro.

Art. 6. Der Manager.

(a) Der Komplementär der Gesellschaft ist PARTNERS GROUP (LUXEMBOURG) S.à.r.l., eine Gesellschaft, die nach Luxemburger Recht errichtet wurde (im folgenden: der «Manager»).

(b) Der Manager haftet Dritten gegenüber unbeschränkt für alle Verbindlichkeiten, die nicht aus den Vermögenswerten der Gesellschaft befriedigt werden können. Der Manager haftet aber nicht für die Zahlung von (i) Ausschüttungen der Gesellschaft an die Aktionäre oder (ii) die Rückzahlung von Kapitaleinlagen an die Aktionäre.

Art. 7. Haftung der Gesellschaftsinvestoren.

(a) Den Gesellschaftsinvestoren ist es untersagt, für die Gesellschaft in irgendeiner Form zu handeln, ausser durch Ausübung ihrer Rechte anlässlich von Aktionärsversammlungen.

(b) Gesellschaftsinvestoren haften einzig für folgende Zahlungen an die Gesellschaft: (i) Nominalwert und Emissionsagio der Vorzugsaktien sowie «Nicht-Abgerufene-Zahlungszusagen» (gemäss definiertem Begriff), (ii) Rückzahlung von Ausschüttungen, und (iii), falls anwendbar, eine Eintrittsgebühr (gemäss definiertem Begriff).

Art. 8. Aktienregister.

(a) Alle ausgegebenen Aktien der Gesellschaften werden im Aktienregister (das «Aktienregister») geführt. Das Aktienregister enthält die Namen aller Aktionäre, deren Wohnsitz, deren Sitz oder Domizil, die Anzahl Aktien je Klasse, der für die Aktien einbezahlte Betrag und die Bankverbindung der Aktionäre.

(b) Solange die Gesellschaft keine gegenteiligen Instruktionen bekommen hat, darf sie die aus dem Aktienregister ersichtlichen Angaben als zutreffend und nachgeführt betrachten und kann insbesondere die darin enthaltenen Anschriften für das Versenden von Mitteilungen und Ankündigungen und die Bankverbindungen für den Zahlungsverkehr benutzen.

(c) Der Manager bestimmt eine juristische Person, die für das Führen des Aktienregisters verantwortlich ist (der «Registerführer»).

(d) Die Übertragung von Aktien geschieht durch entsprechende Eintragung im Aktienregister.

(e) Gesellschaftsinvestoren können voll eingezahlte Vorzugsaktien an Zulässige Investoren frei übertragen. Die Nicht-Abgerufene-Zahlungszusage (gemäss definiertem Begriff) kann übertragen werden, soweit der Erwerber (i) nach Einschätzung des Managers zahlungsfähig ist und (ii) die anwendbaren gesetzlichen Voraussetzungen erfüllt.

(f) Aktienbruchteile können bis zur dritten Dezimalstelle ausgegeben werden.

(g) Die Aktien werden nur als Namenaktien ausgegeben.

(h) Die Aktien sind in elektronisch verbuchungsfähiger Form erhältlich. Es erfolgt keine physische Lieferung der Stücke.

Art. 9. Zahlungszusage.

(a) Im Zeichnungsvertrag verpflichten sich die Gesellschaftsinvestoren, eine gewisse Anzahl Vorzugsaktien zu zeichnen (im folgenden: «Zahlungszusage»), bzw. wo es der Zusammenhang erfordert, versteht sich die Zahlungszusage als jener Euro-Betrag, der dem Zeichnungspreis aller von der Zahlungszusage erfassten Vorzugsaktien entspricht).

(b) Die Mindestzahlungszusage eines Gesellschaftsinvestors an die Gesellschaft beträgt 3,000 (drei Tausend) Vorzugsaktien im Gesamtbetrag von 3 Millionen Euro, wobei sich der Manager das Recht vorbehält, Gesellschaftsinvestoren mit geringeren Zahlungszusagen zuzulassen.

(c) Die von einem Gesellschaftsinvestor gegebene Zahlungszusage ist in Raten zahlbar, indem zusätzliche Aktien der Gesellschaft zu zeichnen sind. Der Manager versendet vor jeder Einlage eine Abrufmitteilung an die Gesellschaftsinvestoren mit dem Hinweis auf den für die Einlage an die Gesellschaft erforderlichen Teil ihrer Zahlungszusage und auf die entsprechende Zahl der auszugebenden Aktien. Darauf ist der Geldbetrag in Euro innerhalb von 10 Kalendertagen einzuzahlen und die entsprechende Zahl Aktien wird den Gesellschaftsinvestoren anteilig zugeteilt (jeder dieser Abrufvorgänge wird als «Kapitalabruf» bezeichnet).

(d) Kapitalabrufe werden nach Massgabe des Mittelbedarfs für die Anlagen der Gesellschaft und die Deckung der laufenden Ausgaben im Verhältnis zu den Zahlungszusagen jedes Gesellschaftsinvestors getätigt.

Art. 10. Zulässiger Investor.

(a) Der im Namen der Gesellschaft handelnde Manager kann in eigenem Ermessen den Erwerb und den Besitz von Aktien durch irgendeine Person, Firma oder Körperschaft einschränken oder untersagen.

(b) Nur «Zulässigen Investoren» (gemäss definiertem Begriff) ist es erlaubt, Aktien an der Gesellschaft zu halten.

(c) Der Manager kann in eigenem Ermessen die Annahme von Anträgen zur Zeichnung von Aktien solange aufschieben, bis ausreichend dokumentiert worden ist, dass der Antragsteller die Voraussetzungen eines Zulässigen Investors erfüllt.

(d) Soweit die Gesellschaft feststellt, dass ein Gesellschaftsinvestor kein Zulässiger Investor ist, gegen seine Zusicherungen und Gewährleistungen verstösst oder die vom Manager verlangten Zusicherungen und Gewährleistungen nicht abgeben kann, ist diese befugt, einem solchen Gesellschaftsinvestor vorzuschreiben, alle oder einen Teil seiner Aktien nach Massgabe der nachfolgenden Bestimmungen zu veräussern:

(i) Die Gesellschaft stellt dem Gesellschaftsinvestor eine Anzeige zu (im folgenden: «Kaufanzeige»), auf der angegeben ist, welche Aktien zu erwerben sind, welcher Preis für diese Aktien zu bezahlen ist (im folgenden: «Kaufpreis») und an welchem Ort der Kaufpreis für die betreffenden Aktien zu entrichten ist. Jede solche Anzeige kann dem jeweiligen Gesellschaftsinvestor per Post in einem frankierten und eingeschriebenen Umschlag an dessen zuletzt bekannte oder im Register eingetragene Adresse zugestellt werden. Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufanzeige angegebenen Tag verliert der betreffende Gesellschaftsinvestor die Aktionärsstellung in Bezug auf die in der jeweiligen Anzeige angegebenen Aktien und sein Name wird entsprechend aus dem Aktienregister gelöscht;

(ii) der Kaufpreis der Aktien beträgt 75% des aktuellsten in Übereinstimmung mit Artikel 18 bestimmten Nettoinventarwertes der Aktien (zurechenbarer Pro-rata-Anteil der in der betreffenden Kaufanzeige angegebenen Aktien);

(iii) der Kaufpreis wird dem Eigentümer der Aktien entrichtet, ausser in Zeiten von Devisenbeschränkungen, und wird durch die Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder sonstwo (gemäss Angabe in der Kaufanzeige) zwecks Zahlung an den Gesellschaftsinvestor hinterlegt. Nach Zahlung des Kaufpreises hat die Person, die von den in der Kaufanzeige aufgeführten Aktien betroffen ist, keinerlei weitere Rechte an diesen Aktien und keinerlei Anspruch gegenüber der Ge-

sellschaft oder deren Vermögen in Bezug auf diese Aktien, mit Ausnahme des Rechtes des Gesellschaftsinvestors, als Inhaber dieser Aktien bei der Bank zu erscheinen, um den bei dieser hinterlegten Betrag (ohne Verzinsung) zu erhalten.

(e) Die Ausübung der der Gesellschaft aufgrund dieses Artikel 10 erteilten Befugnisse kann keinesfalls dadurch in Frage gestellt oder ungültig erklärt werden, dass der Nachweis über den Aktienbesitz durch irgendeine Person unzureichend gewesen sei oder dass der tatsächliche Aktienbesitzer von den der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufanzeige bekannten Tatsachen abgewichen habe, vorausgesetzt dass die Gesellschaft die genannten Befugnisse in einem solchen Fall in gutem Glauben ausgeübt hat.

(f) Jeder Gesellschaftsinvestor, der Aktien hält, ohne die Voraussetzungen eines Zulässigen Investors zu erfüllen, hat die Gesellschaft, den Manager, die übrigen Gesellschaftsinvestoren und die Beauftragten der Gesellschaft zusätzlich zu der Haftung gemäss anwendbarem Recht schadlos zu halten und für alle Schäden, Verluste und Aufwände zu entschädigen, die sich aus einem solchen Halten von Aktien ergeben oder damit zusammenhängen, insofern der betreffende Gesellschaftsinvestor irreführende oder unwahre Dokumentationsunterlagen eingereicht hat oder irreführende oder unwahre Zusicherungen abgegeben hat, um unrechtmässig den Status als Zulässiger Investor zu erlangen, oder es versäumt hat, die Gesellschaft über den Verlust dieses Status zu benachrichtigen.

Art. 11. Jahreshauptversammlung.

(a) Die Jahreshauptversammlung wird in Übereinstimmung mit Luxemburger Recht jeweils am letzten Freitag des Monats Juni und zum ersten Mal im Jahr zweitausend und acht in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung zur Versammlung angegebenen Ort in Luxemburg durchgeführt. Sofern dieser Tag in Luxemburg kein Bankarbeitstag ist, wird die Jahreshauptversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag durchgeführt.

(b) Andere Aktionärsversammlungen können an den Orten und zu den Zeitpunkten, wie in der entsprechenden Einladung aufgeführt, abgehalten werden.

Art. 12. Aktionärsversammlungen.

(a) Alle Aktionärsversammlungen werden vom Manager geleitet.

(b) Jede ordnungsgemäss einberufene Aktionärsversammlung stellt die Gesamtheit der Aktionäre dar. Der Aktionärsversammlung kommt die umfassendste Befugnis zu, im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anweisungen zu erteilen und Handlungen auszuführen oder zu ratifizieren.

(c) Ein Aktionär kann an jeder Aktionärsversammlung durch eine andere Person handeln, die von ihm schriftlich als Stellvertreter bestellt worden ist.

(d) Bei den Aktionärsversammlungen kommt jeder Manager-Aktie und jeder Vorzugsaktie eine Stimme zu.

(e) Soweit durch das Gesetz oder die Satzung nicht anders bestimmt, bezieht sich das Stimmrecht aller Aktien auf jeweils eine Klasse.

(f) Soweit durch das Gesetz nicht anders bestimmt, benötigen die an einer Aktionärsversammlung gefassten Beschlüsse (im folgenden: «Aktionärsbeschluss») die Zustimmung:

(i) einer einfachen Mehrheit der anwesenden oder durch einen Stellvertreter abstimmenden Aktionäre und

(ii) des Managers.

(g) Jede durch das Luxemburger Recht vorgeschriebene Aktionärsversammlung muss durch den Manager mindestens 8 Tage im Voraus angekündigt werden.

(h) Der Manager ist befugt, alle anderen Voraussetzungen zu bestimmen, die durch die Aktionäre erfüllt werden müssen, um an einer Aktionärsversammlung teilzunehmen.

Art. 13. Befugnisse des Managers.

(a) Dem Manager kommt die weitestreichende Befugnis zu, alle Handlungen im Zusammenhang mit der Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft vorzunehmen und Transaktionen abzuklären, einzugehen, fortzusetzen und zu beenden. Alle Befugnisse, die nicht aufgrund des Gesetzes oder der Satzung der Jahreshauptversammlung vorbehalten sind, stehen dem Manager zu.

(b) Der Manager bestimmt die Anlage- und Fremdkapitalpolitik der Gesellschaft, vorbehaltlich der durch das Gesetz oder Regulierung auferlegten sowie vom Manager aufgestellten Beschränkungen.

(c) Der Manager kann Investmentberater und Investmentmanager bestimmen sowie auch Beauftragte für jegliche Management- und Administrationsaufgaben bestellen. Der Manager ist befugt, mit solchen Personen oder Unternehmen Verträge abzuschliessen betreffend der Erbringung von Dienstleistungen, der Übertragung von Befugnissen und der Festsetzung der durch die Gesellschaft in diesem Zusammenhang zu tragende Vergütung.

Art. 14. Ordnungsgemässe Bevollmächtigung. Die Gesellschaft wird durch die Doppelunterschrift von ordnungsgemäss bevollmächtigten Direktoren oder leitenden Angestellten des Managers rechtlich verpflichtet, oder durch Unterschrift von jeglichen anderen Personen auf die der Manager die Bevollmächtigung übertragen hat.

Art. 15. Rechtfertigung & Entschädigung.

(a) Keine «Entschädigungsberechtigte Person» (gemäss Definition unten) ist der Gesellschaft oder den Gesellschaftsinvestoren gegenüber verantwortlich für von ihr vorgenommene oder erlittene Handlungen oder Unterlassungen im

begründeten Glauben, dass eine solche Handlung oder Unterlassung im besten Interesse der Gesellschaft ist oder dem nicht zuwiderläuft und im Rahmen der dieser Entschädigungsberechtigten Person erteilten Bevollmächtigung liegt, vorausgesetzt dass solche Handlungen oder Unterlassungen keine grobfahrlässige oder materielle Verletzung der Pflichten der Entschädigungsberechtigten Person gegenüber der Gesellschaft darstellen.

(b) Soweit rechtlich zulässig wird der Manager oder seine mit ihm verbundenen Gesellschaften und alle deren jeweiligen Angestellten, Handlungsbevollmächtigten, Direktoren, Beauftragte, Kontrollpersonen oder Vertreter (im folgenden: jeder eine «Entschädigungsberechtigte Person») von der Gesellschaft entschädigt oder schadlos gehalten im Zusammenhang mit allen Schäden, Verlusten, Kosten und Auslagen jeder Art (einschliesslich Beträge, die bezahlt werden zur Begleichung von Gerichtsurteilen, oder in Kompromissen und Vergleichen, als Bussen und Geldstrafen sowie rechtliche oder andere Kosten und Auslagen für die Ermittlung oder die Abwehr gegen jegliche Klagen oder angebliche Forderungen) (zusammen «Verluste»), die bei einer Entschädigungsberechtigten Person angefallen sind und aus den Angelegenheiten oder Aktivitäten der Gesellschaft entstanden oder damit in Beziehung stehen, einschliesslich der Tätigkeit als Direktor einer Zielgesellschaft, oder der Ausübung von Pflichten hierunter oder sonstwie im Zusammenhang mit einer aktuellen oder vergangenen Tätigkeit als Direktor oder Handlungsbevollmächtigter der Gesellschaft; vorausgesetzt dass eine Entschädigungsberechtigte Person nicht zu einer Entschädigung hierunter berechtigt ist, sofern ein zuständiges Gericht oder eine zuständige staatliche Behörde feststellt, dass sich solche Verluste direkt aus dem grobfahrlässigen oder vorsätzlichen Fehlverhalten oder einer Verletzung einer materiellen Bestimmung der Satzung durch die Entschädigungsberechtigte Person ergeben. Das Recht auf Entschädigung lebt aber wieder auf, im Falle dass eine solche gerichtliche oder behördliche Feststellung aufgehoben wird (Verluste im hier verstandenen Sinne sollen auch alle bei der Entschädigungsberechtigten Person im Zusammenhang mit dem Erlangen der Aufhebung einer solchen Feststellung angefallenen Kosten und Auslagen einschliessen).

(c) Das Recht der Entschädigungsberechtigten Person auf eine Entschädigung nach dieser Bestimmung ist kumulativ im Verhältnis zu und zusätzlich zu jeglichen Rechten, die ihr sonstwie vertraglich oder von Rechtes wegen zustehen und erstreckt sich auf die Erben, Rechtsnachfolger und Rechtsvertreter der Entschädigungsberechtigten Person.

(d) Eine Entschädigungsberechtigte Person ist gehalten, zuerst zu versuchen, eine Entschädigungsleistung aus irgendeiner anderen Haftungsvereinbarung oder Versicherungspolice nach der die Entschädigungsberechtigte Person entschädigt beziehungsweise versichert ist, zu erlangen. Dies gilt jedoch nur soweit, als die entschädigungspflichtige Person in Bezug auf die Haftungsvereinbarung oder die Versicherungsgesellschaft in Bezug auf die Versicherungspolice eine solche Entschädigung oder Versicherungsleistung rechtzeitig leistet (oder ihre entsprechende Verpflichtung anerkennt). Im Falle dass eine Entschädigungsberechtigte Person gemäss diesem Artikel 15 entschädigt worden ist und daraufhin in Bezug auf denselben Gegenstand von einer solchen entschädigungspflichtigen Person beziehungsweise Versicherungsgesellschaft eine Entschädigungsleistung bezieht, ist sie verpflichtet, den so bezogenen Betrag zwecks Verrechnung der Gesellschaft zu überweisen nach Abzug aller bei der Beschaffung der Rückerstattung angefallenen Kosten und Auslagen sowie aller darauf erhobenen Steuern. Bevor die Entschädigungsberechtigte Person in einen Kompromiss oder einen Vergleich einwilligt, der für die Gesellschaft eine Entschädigungspflicht gegenüber der Entschädigungsberechtigten Person zur Folge haben könnte, muss sie beim Manager jeweils eine schriftliche Genehmigung einholen.

Art. 16. Einlage- und Rück-Einlage-Pflichten.

(a) Um Entschädigungs- oder anderen Pflichten der Gesellschaft erfüllen zu können, kann die Gesellschaft Gesellschaftsinvestoren verpflichten, (i) Kapitaleinlagen zu leisten, und/oder (ii) Rück-Einlagen in Höhe der bisher an diese entrichteten Ausschüttungen zu leisten.

(b) Die obengenannten Einlage- und Rück-Einlage-Pflichten bleiben bis zur Liquidation der Gesellschaft bestehen. Die Gesellschaft kann Vorkehrungen treffen, um nach der Liquidation der Gesellschaft Entschädigungs- oder anderen Pflichten der Gesellschaft erfüllen zu können.

Art. 17. Rücknahme von Aktien.

(a) Es erfolgt grundsätzlich keine Rücknahme von Aktien.

(b) Falls zu irgendeiner Zeit:

(i) eine von einem Gesellschaftsinvestor gegenüber der Gesellschaft abgegebene Zusicherung in Bezug auf den Erwerb von Vorzugsaktien durch diesen vom Manager in irgendeiner Weise als unwahr oder unrichtig befunden wird; oder

(ii) ein Gesellschaftsinvestor seine Pflichten gegenüber der Gesellschaft nicht erfüllt und er insbesondere zugesagt hat, weitere Vorzugsaktien zu zeichnen und dieser Zusage, innerhalb des vorgegebenen Zeitrahmens weitere Kapitaleinlagen zu leisten, nicht nachkommt,

ist der Manager befugt, die mit den vom vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestor bislang gezeichneten und einbezahlten Vorzugsaktien verknüpften Vermögensrechte zeitweilig aufzuheben oder den Verkauf und die Übertragung von vom vertragsbrüchigen Gesellschaftsinvestor bereits gehaltenen Vorzugsaktien auf einen neuen Investor zu veranlassen, zu einem Betrag, der dem Kaufpreis gemäss Artikel 10(d) entspricht.

Art. 18. Nettoinventarwert der Aktien.

(a) Der Nettoinventarwert von jeder Aktienklasse der Gesellschaft (im folgenden: «Nettoinventarwert») wird vom Manager an jedem Bewertungstag (gemäss definiertem Begriff) in Übereinstimmung mit diesem Artikel 18 bestimmt.

(b) Der Nettoinventarwert wird als Betrag pro Aktie angegeben und folgendermassen ermittelt, indem:

(i) zuerst der Wert der Aktiven minus Passiven der Gesellschaft bestimmt wird (unter Berücksichtigung von Anpassungen, die die Gesellschaft als notwendig oder sinnvoll erachtet);

(ii) zweitens der Anteil an Aktiven und Passiven den verschiedenen Aktienklassen im Verhältnis zu den von den Aktienklassen gesamthaft geleisteten Kapitaleinlagen zugeordnet wird. Nötigenfalls sind hierzu Anpassungen vorzunehmen, um zusätzliche Vergütungen und Ausschüttungen, die im Zusammenhang mit einer bestimmten Aktienklasse stehen, zu berücksichtigen; und

(iii) schliesslich die gesamten einer bestimmten Aktienklasse zugeordneten Aktiven und Passiven durch die Anzahl aller Aktien der betreffenden Aktienklasse am jeweiligen Bewertungstag geteilt werden.

(c) Die Bewertung der Aktiven und Passiven der Gesellschaft wird in Übereinstimmung mit allgemein anerkannten Bewertungsgrundsätzen und unter Einhaltung von Artikel 5 (3) des Gesetzes vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft für Anlage in Risikokapital vorgenommen:

(i) flüssige Vermögenswerte werden zu deren Nominalwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet;

(ii) Investments in Zielfonds werden gemäss aktuellstem Bewertungsbericht des General Partners des Zielfonds bewertet unter Berücksichtigung der zwischenzeitlich erfolgten Nettokapitalveränderungen; und

(iii) andere Investments und andere Vermögen und Vermögenswerte der Gesellschaft werden gemäss den Bewertungsgrundsätzen der «European Venture Capital Association» bewertet.

Falls der Manager der Ansicht ist, dass eine andere Bewertungsmethode den Wert der Vermögenswerte angemessener wiedergibt, können auch andere geeignete Bewertungsmethoden angewendet werden, falls die Umstände und Marktverhältnisse dies erfordern.

(d) Die verschiedenen Aktienklassen können unterschiedliche Höhen von Vergütungen und Kosten aufweisen und zu verschiedenen Ausschüttungen berechtigt sein. Solche Faktoren werden bei der Ermittlung des Nettoinventarwertes der jeweiligen Aktienklasse berücksichtigt.

(e) Der Nettoinventarwert der jeweiligen Aktienklasse wird den Aktionären nach dem betreffenden Bewertungstag innerhalb einer in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft angegebenen Zeitspanne am Sitz der Gesellschaft zugänglich gemacht.

(f) Die Ermittlung des Nettoinventarwertes kann jederzeit vorübergehend aufgehoben werden, sofern nach angemessener Ansicht des Managers eine faire Bewertung der Vermögenswerte der Gesellschaft aus Gründen, die ausserhalb des Einflussbereiches der Gesellschaft liegen, nicht durchführbar ist.

Art. 19. Rechnungslegungsjahr und Rechnungsprüfer.

(a) Das Rechnungslegungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres, mit Ausnahme des ersten Rechnungslegungsjahres, das zum Zeitpunkt der Gründung der Gesellschaft beginnt und am 31. Dezember 2007 endet.

(b) Die Jahreshauptversammlung bestimmt unabhängige Rechnungsprüfer.

Art. 20. Ausschüttungen.

(a) Auf Vorschlag des Managers legt die Jahreshauptversammlung innerhalb der gesetzlichen Vorgaben und in Bezug auf jede Aktienklasse fest, wie das einer jeweiligen Aktienklasse zugeordnete Ergebnis gemäss den Bestimmungen der Satzung ausgeschüttet wird.

(b) Interim dividenden können für Aktien jeder Aktienklasse auf Entscheid des Managers ausgezahlt werden.

(c) Der Manager beachtet die folgenden Ausschüttungsgrundsätze.

Verteilbare Erträge, die aus Anlagen stammen, werden halbjährlich ausgeschüttet. Der Manager kann jedoch angemessene Beträge zurückhalten, die benötigt werden, um Ausgaben und andere Verpflichtungen der Gesellschaft, einschliesslich Vergütungen, die dem Manager zu zahlen sind, zu begleichen beziehungsweise um Rücklagen für deren Zahlung zu bilden oder um Wiederanlagen zu tätigen. Darüber hinaus können Ausschüttungen auch zu anderen vom Manager bestimmten Zeitpunkten erfolgen.

Es besteht die Möglichkeit, dass der Manager von den Anlagen der Gesellschaft Erträge in Form von marktgängigen Wertpapieren erhält. Der Manager wird bemüht sein, solche Wertpapiere zu verkaufen und den Netto-Erlös auszuschütten, er kann jedoch die Wertpapiere als Sachleistung ausschütten oder den Gesellschaftsinvestoren die Wahl anbieten, ob sie die Wertpapiere als Sachleistung erhalten wollen oder ob sie wünschen, dass der Manager diese verkauft und den Netto-Erlös ausschüttet. Obschon der Manager bemüht sein wird, die marktgängigen Wertpapiere umgehend zu verkaufen oder auszuschütten, tragen die Gesellschaftsinvestoren alle damit verbundenen Kosten oder Marktrisiken während des Veräusserungsvorganges.

Art. 21. Liquidation.

(a) Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird eine Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren (die entweder natürliche oder juristische Personen sein können) durchgeführt. Die Liquidatoren sowie deren Befugnisse und Entschädigung werden anlässlich der Aktionärsversammlung, an der die Auflösung der Gesellschaft beschlossen wird, eingesetzt.

(b) Die Netto-Erlöse aus der Liquidation werden durch die Liquidatoren an die Vorzugsaktionäre und den Inhaber von Manager-Aktien gemäss den in Artikel 20 aufgeführten Regeln ausgeschüttet.

(c) Die Netto-Erlöse können in Form von Sachleistungen ausgeschüttet werden.

Art. 22. Änderung der Satzung. Die Satzung kann von Zeit zu Zeit durch Aktionärsbeschluss geändert werden.

Art. 23. Anwendbares Recht. Sachverhalte, die durch die Satzung nicht geregelt sind, sind in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert, sowie das Gesetz vom 15. Juni 2004 über Investmentgesellschaft für Anlage in Risikokapital festzulegen.

Art. 24. Definitionen. Die folgenden Definitionen bilden einen integralen Bestandteil der Satzung.

Aktien Die Vorzugsaktien und die Manager-Aktien.

Aktionäre Die Inhaber von Vorzugsaktien und Manager-Aktien.

Bewertungstag Der letzte Tag jeden Monats.

Gesellschaftsinvestoren Personen, die aufgrund des Zeichnungsvertrags Vorzugsaktien erworben beziehungsweise sich zum Erwerb von Vorzugsaktien verpflichtet haben.

Eintrittsgebühr Eine Gebühr, die bei einem Investor erhoben werden kann, der von der Gesellschaft nach der erstmaligen Ausgabe von Aktien zugelassen wird.

Manager-Aktie Eine Aktie, die von der Gesellschaft ausgegeben worden ist und von dem Manager gezeichnet worden ist.

Nicht-Abgerufene-Zahlungszusage Die gesamte Anzahl Aktien, die ein Investor im Rahmen des Zeichnungsvertrages zugesagt hat, zu zeichnen, abzüglich der Anzahl Aktien, die dieser bereits gezeichnet und vollständig eingezahlt hat, beziehungsweise wo der Zusammenhang es erfordert der Euro-Betrag, der dem Zeichnungspreis aller von der Nicht-Abgerufenen-Zahlungszusage betroffenen Aktien entspricht.

U.S. person Die Bedeutung des Begriffes «U.S.person» ist die, welche in «Regulation S», gemäss revidierter Fassung, des US Amerikanischen «United States Securities Act 1933», gemäss revidierter Fassung (der «1933 Act») definiert ist, oder in einer anderen Gesetzgebung welche in den Vereinigten Staaten von Amerika anwendbar wird und welche in der Zukunft «Regulation S» oder den «1933 Act» ersetzen wird, definiert ist.

Vorzugsaktie Eine Aktie, die von der Gesellschaft ausgegeben worden ist und von einem anderen Aktionär als dem Manager gezeichnet worden ist.

Zeichnungsvertrag Der zwischen der Gesellschaft und jedem einzelnen Gesellschaftsinvestor abzuschliessende Vertrag, der die Zahlungszusage des betreffenden Gesellschaftsinvestors zum Gegenstand hat.

Zulässiger Investor Entweder a) ein professioneller oder institutioneller Investor oder b) andere Investoren, die eine schriftliche Bestätigung beibringen, wonach sie gut informiert und sich der Risiken und Renditen einer solchen Anlage vollständig bewusst sind gemäss dem Gesetz vom 15. Juni 2004 über die Investmentgesellschaft für Anlage in Risikokapital und entweder mindestens Euro 125.000 in die Gesellschaft investieren beziehungsweise sich verpflichtet haben zu investieren oder eine Bestätigung von einer professionellen Person aus dem Finanzsektor, worin dem Investor genügend Sachverstand, Erfahrung und Wissen bescheinigt wird, um eine Anlage in Risikokapital abschätzen zu können.

Investoren, die jeweils als «U.S. person» gelten, müssen «accredited investors» gemäss Rule 501(a) der Regulation D im Securities Act und «qualified purchasers» gemäss U.S. Investment Company Act sein.

Kosten

Die Kosten welche von der Gesellschaft im Rahmen ihrer Gründung zu tragen sind belaufen sich auf circa 6.500 Euro.

Zeichnung und Zahlung

Das Kapital wird wie folgt gezeichnet und eingezahlt:

Anteilinhaber	Gezeichnetes Kapital		Eingezahlter Betrag	Anzahl der Aktien
	Euro	Euro		
1) PARTNERS GROUP (LUXEMBOURG) S.à r.l., vorgeannt . . .	30.998	30.998	30.998	Manager-Aktien
2) PARTNERS GROUP HOLDING, vorgeannt	1	1.000		1 Vorzugsaktie
3) PARTNERS GROUP, vorgeannt	1	1.000		1 Vorzugsaktie
Total	31.000	32.998		

Der Nachweis der Einzahlung wurde dem amtierenden Notar erbracht.

Gründungsversammlung der Aktionäre

Die oben genannte Personen, stellvertretend für das gesamte gezeichnete Kapital und sich als gültig versammelt erachtend, sind umgehend dazu übergegangen, eine Aktionärsversammlung abzuhalten.

Die Versammlung nennt als unabhängigen Wirtschaftsprüfer PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg, dessen Mandat anlässlich der Erstellung des Jahresabschlusses des Geschäftsjahres 2007 durch die Jahreshauptversammlung im Jahre 2008 enden wird.

Der Gesellschaftssitz wird auf 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen festgelegt.

Die vorliegende notarielle Urkunde wurde in Luxemburg ausgestellt an dem zu Beginn dieses Dokumentes aufgeführten Tag.

Das Dokument wurde den erschienenen Personen vorgelesen, jede dieser Personen sind dem Notar mit Nachnamen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, die erschienenen Personen unterzeichneten zusammen mit uns, dem Notar, die vorliegende Original-Urkunde.

Gezeichnet: E. Brauckmann, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 7 septembre 2007. Relation: LAC/2007/25511. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Für gleichlautende Kopie, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 12. September 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007106880/242/377.

(070124236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2007.

PREF Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.195.900,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 102.795.

In the year two thousand and seven, on the third day of September.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of PREF LUXEMBOURG S.à r.l. a private limited liability company, having its registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade Register under number B 102.795, incorporated pursuant to a deed drawn up by Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, on 21 July 2004 whose articles are published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, under number 1142 dated 12 November 2004, page 54.779.

The meeting is presided by Mrs Solange Wolter-Schieres, private employee, residing in Schouweiler.

who appoints as secretary Mrs Annick Braquet, private employee, residing in Chantemelle.

The meeting elects as scrutineer Mrs Arlette Siebenaler, private employee, residing in Junglinster.

I.- The names of the shareholders, present or represented at the meeting, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list. This attendance list and proxies, signed *ne varietur* by the appearing persons and the notary, shall remain annexed to the present deed to be registered with it.

II.- It appears from the attendance list, that the 35.504 A shares, the 3 B shares and the 3 C shares representing the whole capital of the Company, are represented at this meeting. All the shareholders declare having been informed of the agenda of the meeting beforehand and waived all convening requirements and formalities. The meeting is thus regularly constituted and can validly deliberate on all items of the agenda.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Amendment to the articles of association of the Company in order to insert, with retrospective effect as of 21 July 2004, a new Article 19.5 into the articles of association of the Company in order to authorize the management of the Company to pay interim dividends to the shareholders of the Company;

2. Express acknowledgment and full ratification of the distribution of interim dividends made by the sole manager of the Company pursuant to its resolutions taken on August 17, 2007;

3. Reimbursement of share premium in an aggregate amount of EUR 10,000,000.- to PREF FINANCE LUXEMBOURG S.à r.l.;

4. Capital reduction in an amount of EUR 355,100.-, in order to bring the Company's share capital from its current amount of EUR 3,551,000.- to EUR 3,195,900.-, by the reduction of the nominal value of all the shares of the Company, bringing the nominal value of the shares of the Company from their current amount of EUR 100.- (one hundred Euros) each to EUR 90.- (ninety Euros) each; and subsequent amendment to article 5 of the Company's articles of association;

5. Miscellaneous.

IV.- After due and careful deliberation, the following resolutions were taken unanimously:

First resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders of the Company decides to insert, with retrospective effect as of 21 July 2004, a new Article 19.5 into the articles of association of the Company in order to authorize the management of the Company to pay interim dividends to the shareholders of the Company, and which will be read as follows:

«19.5 Notwithstanding the preceding provisions, the Manager may decide to pay interim dividends to the Shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles, that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholders, and that (iii) any such distribution of interim dividends shall in any event be made in accordance with the Law and with the stipulations of any agreement possibly entered into, from time to time between, among others, the Shareholders and the Company».

Second resolution

The extraordinary general meeting of the shareholders of the Company acknowledges that, by written resolutions taken on August 17, 2007, the sole manager of the Company has proceeded to a distribution of interim dividends to the shareholders of the Company for an aggregate amount of twelve million Euro (EUR 12,000,000.-) (the «Distribution of Interim Dividends»).

Further to the above first resolution of the shareholders, deciding, with retrospective effect as of 21 July 2004, to authorise the management of the Company to distribute dividends ad interim, the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company hereby acknowledges that the Distribution of Interim Dividends is legal and valid in accordance with the Law and with any agreement possibly entered into, from time to time between, among others, the shareholders and the Company, and hereby decides to expressly and fully ratify the Distribution of Interim Dividends.

Third resolution

Considering that, as mentioned in the resolutions dated 17 August 2007, the sole manager of the Company has established an interim balance sheet of the Company as at 31 July 2007, showing that the net assets of the Company are not, and following the reimbursement to PREF FINANCE LUXEMBOURG S.à r.l. of a share premium amounting to EUR 10,000,000.- (ten million Euros) (the «Share Premium Amount») will not become, lower than the amount of the subscribed capital plus the reserves that may not be distributed under the Luxembourg law dated 10 August 1915 as amended or by virtue of the articles of association of the Company,

The extraordinary general meeting of shareholders of the Company resolves to proceed to the reimbursement of the Share Premium Amount to PREF FINANCE LUXEMBOURG S.à r.l. with immediate effect.

Fourth resolution

Considering that it is intended that the abovementioned reimbursement of share premium to PREF FINANCE LUXEMBOURG S.à r.l. be accompanied by a share capital reduction in a total amount of EUR 355,100.- (three hundred and fifty-five thousand one hundred Euros) by the reduction of the nominal value of the shares of the Company, bringing the nominal value of the shares of the Company from their current amount of EUR 100.- (one hundred Euros) each to EUR 90.- (ninety Euros) each,

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to reduce the Company's share capital by an amount of EUR 355,100.- (three hundred and fifty-five thousand one hundred Euros) in order to bring it from its current amount of EUR 3,551,000.- (three million five hundred and fifty-one thousand Euros) to EUR 3,195,900.- (three million one hundred ninety-five thousand nine hundred Euros) by the reduction of the nominal value of the shares of the Company, bringing the nominal value of the shares of the Company from their current amount of EUR 100.- (one hundred Euros) each to EUR 90.- (ninety Euros) each,

Reimbursement delay: The undersigned notary has drawn the attention of the shareholders to the provisions of article 69 of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended, establishing a legal protection in favour of possible creditors of the Company, according to which the effective reimbursement to the shareholders cannot be made freely and without recourse before 30 (thirty) days after publication of the present deed in the Luxembourg Memorial C.

The extraordinary general meeting of shareholders resolves to amend Article 5.1 of the Company's Articles of Incorporation accordingly, which shall read as follows:

«5.1. The corporate capital is fixed at 3,195,900 (three million one hundred ninety-five thousand nine hundred Euros), represented by 35,504 (thirty-five thousand five hundred and four) registered shares of Class A (herein referred to as «Class A Shares»), three (3) registered shares of Class B (hereinafter referred to as «Class B Shares») and by three (3) registered shares of Class C (herein referred to as «Class C Shares»); the Class A Shares, the Class B Shares and the Class C Shares being hereafter referred to as the «Shares», with a par value of ninety Euros (EUR 90.-).

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form, whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately 5,000.- Euros.

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing persons, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant;

Whereof the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française:

L'an deux mille sept, le trois septembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de PREF LUXEMBOURG S.à r.l., société à responsabilité limitée ayant son siège social au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 102.795, constituée suivant un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 juillet 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 1142 en date du 12 Novembre 2004, page 54.779 (la «Société»).

L'assemblée est présidée par Madame Solange Wolter-Schieres, employée privée, demeurant à Schouweiler, qui désigne comme secrétaire Madame Annick Braquet, employée privée, demeurant à Chantemelle.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Arlette Siebenaler, employée privée, demeurant à Junglinster.

I.- Les associés présents ou représentés à l'assemblée générale, les procurations des associés représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 35.504 parts sociales A, les 3 parts sociales B et les 3 parts sociales C représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée. Tous les associés déclarent avoir été préalablement informés de l'ordre du jour de l'assemblée et renoncent à toutes les exigences de convocation et à toutes les formalités. L'assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Agenda:

1. Modification des statuts de la Société en vue d'insérer, avec effet rétroactif au 21 juillet 2004, un nouvel article 19.5 dans les statuts de la Société afin d'autoriser la gérance de la Société à payer des dividendes intérimaires aux associés de la Société;

2. Reconnaissance expresse et ratification complète de la distribution de dividendes intérimaires opérée par le gérant unique de la Société selon ses résolutions prises en date du 17 août 2007;

3. Remboursement d'une prime d'émission pour un montant total de EUR 10.000.000,- à PREF FINANCE LUXEMBOURG S.à r.l.;

4. Réduction de capital d'un montant de EUR 355.100,-, afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de EUR 3.551.000,- à EUR 3.195.900,-, par la réduction de la valeur nominale de toutes les parts sociales de la Société, portant le montant de la valeur nominale des parts sociales de la Société de leur montant actuel de EUR 100,- (cent Euros) à EUR 90,- (quatre-vingt dix Euros) chacune; et modification subséquente de l'article 5 des statuts de la Société;

5. Divers.

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société décide d'insérer, avec effet rétroactif au 21 juillet 2004, un nouvel article 19.5 dans les statuts de la Société afin d'autoriser la gérance de la Société à payer des dividendes intérimaires aux associés de la Société, qui sera rédigé comme suit:

«19.5 Nonobstant les stipulations qui précèdent, le Gérant peut décider de payer des dividendes intérimaires aux Associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation des comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, le cas échéant, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts, que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par les Associés, et que (iii) toute distribution de dividendes intérimaires sera effectuée en tout état de cause en conformité avec la Loi et les stipulations de tout contrat éventuellement conclu le cas échéant entre notamment les Associés et la Société».

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société reconnaît que, par résolutions écrites du 17 août 2007, le gérant unique de la Société a procédé à la distribution de dividendes intérimaires aux associés de la Société, pour un montant total de douze millions d'Euros (EUR 12.000.000,-) (la «Distribution de Dividendes Intérimaires»).

Consécutivement à la première résolution ci-dessus des associés, décidant avec effet rétroactif au 21 juillet 2004 d'autoriser la gérance de la Société à distribuer des dividendes ad interim, l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société reconnaît que la Distribution de Dividendes Intérimaires est légale et valide en vertu de la Loi et de tout contrat éventuellement conclu le cas échéant entre notamment les Associés et la Société, et décide de ratifier expressément et complètement la Distribution de Dividendes Intérimaires.

Troisième résolution

Considérant que, comme mentionné dans le procès verbal du gérant de la Société du 17 août 2007, le gérant unique de la Société a établi un bilan comptable intérimaire de la Société au 31 juillet 2007, montrant que l'actif net de la Société n'est pas, et suivant le remboursement à PREF FINANCE LUXEMBOURG S.à r.l. d'une prime d'émission se chiffrant à EUR 10.000.000,- (dix millions d'Euros) (le «Montant de la Prime d'Emission»), ne deviendrait pas inférieur au montant du capital souscrit augmenté des réserves qui ne peuvent pas être distribuées selon la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 telle que modifiée ou selon les statuts de la Société,

L'assemblée générale des associés de la Société décide de procéder au remboursement du Montant de la Prime d'Emission à PREF FINANCE LUXEMBOURG S.à r.l. avec effet immédiat.

Quatrième résolution

Considérant que les associés souhaitent que le remboursement de prime d'émission susmentionné à PREF FINANCE LUXEMBOURG S.à r.l. s'accompagne d'une réduction de capital d'un montant de EUR 355,100,- (trois cent cinquante-cinq mille cent Euros) par la réduction de la valeur nominale des parts sociales de la Société, amenant la valeur nominale des parts sociales de la Société de leur montant actuel de EUR 100,- (cent Euros) à EUR 90,- (quatre-vingt-dix Euros) chacune,

L'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de EUR 355.100,- (trois cent cinquante-cinq mille cent Euros) afin de l'amener de son montant actuel de EUR 3.551.000,- (trois millions cinq cent cinquante et un mille Euros) à un montant de EUR 3.195.900,- (trois millions cent quatre-vingt-quinze mille neuf cents Euros) par la réduction de la valeur nominale des parts sociales de la Société, amenant la valeur nominale des parts sociales de la Société de leur montant actuel de EUR 100,- (cent Euros) à EUR 90,- (quatre-vingt-dix Euros) chacune,

Délai de remboursement: Le notaire instrumentant a attiré l'attention des associés sur les dispositions de l'article 69 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales établissant une protection légale en faveur des créanciers éventuels de la Société, en vertu desquelles le remboursement effectif aux actionnaires ne peut pas être fait librement et sans recours avant 30 (trente) jours suivant la publication du présent acte au Mémorial C luxembourgeois.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de modifier l'Article 5.1 des Statuts de la Société, qui aura désormais le libellé suivant:

«5.1. Le capital social souscrit de la Société est fixé à 3.195.900,- Euros (trois millions cent quatre-vingt-quinze mille neuf cents Euros), représenté par 35.504 (trente-cinq mille cinq cent quatre) Parts Sociales de Classe A (les «Parts Sociales de Classe A»), trois (3) Parts Sociales de Classe B (les «Parts Sociales de Classe B») et trois (3) Parts Sociales de Classe C (les «Parts Sociales de Classe C»); les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B et les Parts Sociales de Classe C étant ci-après dénommées «Parts Sociales», avec une valeur nominale de EUR 90,- (quatre-vingt-dix Euros)».

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges sous quelque forme incombant à la Société en raison des présentes, est estimé approximativement à 5.000,- Euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne prenant la parole, l'assemblée est close.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais déclare qu'à la demande des comparants le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande de ces mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, en foi de quoi, le présent document a été préparé à Luxembourg, à la date donnée en tête.

Le document ayant été lu aux comparants, connu du notaire par [leur] [nom, prénom, état civil et domicile], les comparants ont tous signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: S. Wolter-Schieres, A. Braquet, A. Siebenaler, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 6 septembre 2007. Relation: LAC/2007/25316. — Reçu 84 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007107584/242/210.

(070126073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 septembre 2007.

Legg Mason Global Funds FCP (Luxembourg), Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Ce règlement de gestion entrera en vigueur le 1^{er} octobre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, septembre 2007.

Pour LEGG MASON INVESTMENTS (LUXEMBOURG) S.A.

Signature

Référence de publication: 2007108136/8034/13.

Enregistré à Luxembourg, le 18 septembre 2007, réf. LSO-CI05769. - Reçu 52 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070127286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 septembre 2007.

Black Diamond CLO 2007-1 (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 130.823.

STATUTES

In the year two thousand and seven, on the sixteenth day of July.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

STICHTING BLACK DIAMOND CLO 2007-1 (LUXEMBOURG), a foundation (Stichting) established under the laws of The Netherlands, having its statutory office in The Netherlands at Locatellikade 1, 1076AZ Amsterdam, registered with the Amsterdam Chamber of Commerce under number 34278109.

Being represented by Flora Gibert, jurist, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, which, initialled *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacities, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a public limited company, which it declared to establish (the «Company»).

By-laws

Chapter I.- Name, Registered office, Object, Duration

1. Form, name.

1.1 The Company is hereby formed as a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (and in particular, the amended law dated 10 August 1915 on commercial companies (the «1915 Law»)) and by the present articles (the «Articles»). The Company shall be subject to the law dated 22 March 2004 on securitisation (the «Securitisation Law»).

1.2 The Company exists under the firm name of BLACK DIAMOND CLO 2007-1 (LUXEMBOURG) S.A.

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 The board of directors of the Company (the «Board of Directors») is authorized to change the address of the Company inside the municipality of the Company's registered office.

2.4 Should any political, economic or social events of an exceptional nature occur or threaten to occur which are likely to affect the normal functioning of the registered office or communications with abroad, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such decision will not affect the Company's nationality which will notwithstanding such transfer, remain that of a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Directors.

3. Object.

3.1 The corporate object of the Company is to act as acquisition and/or issuing entity in the context of one or several securitisation operations governed by and under the Securitisation Law.

3.2 The Company may enter into any transactions by which it acquires or assumes, directly or indirectly or through another entity, risks relating to receivables, other assets or liabilities of third parties or inherent to all or part of the activities carried out by third parties. The acquisition or assumption of such risks by the Company will be financed by the issuance of securities by itself or by another securitisation entity the value or return of which depend on the risks acquired or assumed by the Company.

3.3 Without prejudice to the generality of the foregoing, the Company may in particular:

(a) subscribe or acquire in any other appropriate manner any securities or financial instruments (in the widest sense of the word) issued by international institutions or organisations, sovereign states, public and private companies;

(b) sell, transfer, assign, charge or otherwise dispose of its assets in such manner and for such compensation as the Board of Directors, the sole director or any person appointed for such purpose shall approve at such time;

(c) in the furtherance of its object, manage, apply or otherwise use all of its assets, securities or other financial instruments, and provide, within the limits of article 61(3) of the Securitisation Law, for any kind of guarantees and security rights, by way of mortgage, pledge, charge or other means over the assets and rights held by the Company;

(d) in the context of the management of its assets, enter into securities lending transactions and repo agreements;

(e) enter into and perform derivatives transactions (including, but not limited to, swaps, futures, forwards and options) and any similar transactions;

(f) issue bonds, notes or any other form of debt securities (including by way of participation interest) or equity securities the return or value of which shall depend on the risks acquired or assumed by the Company; and

(g) enter into loan agreements as borrower within the scope of the Securitisation Law, in particular in order to fund the acquisition or assumption of risks (i.a. prior to the issuance of the securities or, more generally, where the Company acts as acquisition entity), to comply with any payment or other obligation it has under any of its securities or any agreement entered into within the context of its activities.

3.4 In accordance with the Securitisation Law, the Board of Directors is entitled to create one or more compartments corresponding each to a separate part of the Company's estate.

3.5 The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with or useful for its purposes and which are able to promote their accomplishment or development.

4. Segregation. All assets allocated to a compartment are exclusively available to investors thereunder and the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment. Notwithstanding the foregoing, if, following the redemption or repayment in full of the borrowings of the Company attributable to a compartment and the satisfaction in full and termination of all obligations of the Company to other creditors whose claims have arisen in connection with such borrowings or the creation, operation or liquidation of that compartment, there remain assets under such compartment, the Board of Directors or the Sole Director may use such excess assets to pay off the claims of those creditors of the Company whose claims cannot be allocated to a particular compartment.

5. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Chapter II.- Capital

6. Capital. The subscribed capital is set at thirty-one thousand Euro (€ 31,000.-), divided into three hundred and ten (310) registered shares with a par value of one hundred Euro (€ 100.-) each, fully paid up (by 100%).

7. Form of the shares. The shares are in registered form and subject to legal conditions.

8. Payment of shares. Payments on shares not fully paid up at the time of subscription may be made at the time and upon conditions which the Board of Directors or the Sole Director shall from time to time determine. Any amount called up on shares will be charged equally on all outstanding shares which are not fully paid up.

9. Modification of capital.

9.1 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolutions of the shareholders adopted in the manner legally required for amending the Articles.

9.2 The Company can repurchase its own shares within the limits set by law.

Chapter III.- Bonds, Notes and other debt instruments

10. Registered or bearer form. The Company may issue bonds, notes or other debt instruments under registered or bearer form. Bonds, notes or other debt instruments under registered form may not be exchanged or converted into bearer form.

Chapter IV.- Directors, Board of directors, External auditors

11. Board of directors or sole director.

11.1 In case of plurality of shareholders, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of at least three members (each a «Director»), who need not be shareholders.

11.2 In case the Company is established by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the Company has only one shareholder left, the Company must be managed by a Board of Directors consisting of either one Director, named the Sole Director, until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder or by at least three Directors. A legal entity may be a member of the Board of Directors or may be the Sole Director of the Company. In such case, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints its successor at the same time.

11.3 The Directors or the Sole Director are appointed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years and are re-eligible. They may be removed at any time by a resolution of the general meeting of shareholders. They will remain in function until their successors have been appointed. In case a Director is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for six years from the date of his election.

11.4 In the event of vacancy of a member of the Board of Directors because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders which will be asked to ratify such election.

12. Meetings of the board of directors.

12.1 The Board of Directors shall elect a chairman (the «Chairman») from among its members. The first Chairman may be appointed by the first general meeting of shareholders. If the Chairman is unable to be present, he will be replaced by a Director elected for this purpose from among the Directors present at the meeting.

12.2 The meetings of the Board of Directors are convened by the Chairman or by any Director. In case that all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

12.3 The Board of Directors can only validly meet and take decisions if a majority of members is present or represented by proxies.

12.4 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another Director as his proxy. A Director may also appoint another Director to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.5 All decisions by the Board of Directors require a simple majority of votes cast. In case of ballot, the Chairman has a casting vote.

12.6 The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating Director being able to hear and to be heard by all other participating directors using this technology, shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.7 Circular resolutions of the Board of Directors can be validly taken if approved in writing and signed by all the Directors in person (résolution circulaire). Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax or e-mail. These resolutions shall have the same effect and validity as resolutions voted at the Directors' meetings, duly convened. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

12.8 Votes may also be cast by any other means, such as fax, e-mail, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

12.9 The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by all Directors present at the meeting. Extracts shall be certified by the Chairman of the Board of Directors or by any two Directors.

13. General powers of the board of directors / sole director.

13.1 The Board of Directors or the Sole Director is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

13.2 The Board of Directors or the Sole Director of the Company is authorised to create one or more compartments, representing the assets of the Company financed with the proceeds of a specific issue by the Company of securities and corresponding each to a separate part of the Company's estate and the Board of Directors is authorised to transfer, assign and dispose of the assets of the Company in accordance with the Securitisation Law.

14. Delegation of powers.

14.1 The Board of Directors or the Sole Director may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member or members of the Board of Directors, directors, managers or other officers who need not be shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board shall determine.

14.2 The Board of Directors or the Sole Director may also confer all powers and special mandates to any persons who need not to be directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

15. Representation of the company. Towards third parties, in all circumstances, the Company shall be, in case of a Sole Director, bound by the sole signature of the Sole Director or, in case of plurality of directors, by the signatures of any

two Directors together or by the single signature of any person to whom such signatory power shall be delegated by any two directors or the Sole Director of the Company, but only within the limits of such power.

16. External auditor.

16.1 The accounts of the Company are audited by one or more external auditors (réviseurs d'entreprises) appointed by the Board of Directors or by the Sole Director.

16.2 The external auditors are re-eligible.

17. Conflict of interests.

17.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm, provided paragraph 17.3 is complied with.

17.2 Any Director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

17.3 In the event that any Director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board of Directors such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such Director's interest therein, shall be reported to the next following general meeting of the shareholders of the Company.

17.4 If there is only one director, by derogation to paragraph 17.3, the minutes shall only mention the operations intervened between the Company and its Sole Director having an interest conflicting with the one of the Company. The provisions of the preceding paragraphs are not applicable when the decisions of the Board of Directors of the Company or of the Director concern day-to-day operations engaged in normal conditions.

Chapter V.- General meeting of shareholders

18. Powers of the sole shareholder / General meeting of shareholders.

18.1 The Company may have a sole shareholder at the time of its incorporation or when all of its shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the sole shareholder does not result in the dissolution of the company.

18.2 If there is only one shareholder, that sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and takes the decision in writing.

18.3 In case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

18.4 Any general meeting shall be convened by means of convening notice sent to each registered shareholder by registered letter at least fifteen days before the meeting. In case that all the shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

18.5 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

18.6 The shareholders are entitled to vote by correspondence, by means of a form providing the option for a positive or negative vote or for an abstention. For the calculation of the quorum, are only taken into account the forms received by the company prior the general meeting of shareholders, within the time limit of three (3) days.

18.7 The shareholders are entitled to participate to the meeting by visioconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are retransmitted in a continuing way.

18.8 Unless otherwise provided by law or by the Articles, all decisions by the annual or ordinary general meeting of shareholders shall be taken by simple majority of the votes, regardless of the proportion of the capital represented.

18.9 An extraordinary general meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by a two-third majority of the shareholders present or represented.

18.10 However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased or reduced only with the unanimous consent of all the shareholders and in compliance with any other legal requirement.

19. Place and date of the annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of shareholders is held in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg on the first Tuesday of June at 11:00 o'clock, and for the first time in 2008.

20. Other general meetings. Any Director may convene other general meetings. A general meeting has to be convened at the request of the shareholders which together represent one fifth of the capital of the Company.

21. Votes. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any general meeting, even the annual general meeting of shareholders, by appointing another person as his proxy in writing.

Chapter VI.- Business year, Distribution of profits

22. Business year.

22.1 The business year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year, except for the first business year which commences on the date of incorporation of the Company and ends on 31 December 2007.

22.2 The Board of Directors draws up the balance sheet and the profit and loss account. It submits these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the annual general meeting of shareholders to the external auditors who shall make a report containing comments on such documents.

23. Distribution of profits.

23.1 Each year at least five per cent of the net profits has to be allocated to the legal reserve account. This allocation is no longer mandatory if and as long as such legal reserve amounts to at least one tenth of the capital of the Company.

23.2 After allocation to the legal reserve, the general meeting of shareholders determines the appropriation and distribution of net profits.

23.3 The Board of Directors may resolve to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by law.

Chapter VII.- Dissolution, Liquidation

24. Dissolution, Liquidation.

24.1 The Company may be dissolved by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles.

24.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders.

24.3 If no liquidators are appointed by the general meeting of shareholders, the Directors or the Sole Director shall be deemed to be liquidators vis-à-vis third parties.

Chapter VIII.- Applicable law

25. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the Securitisation Law.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the above-named party has subscribed for 310 (three hundred and ten) shares as follows:

	Shares
STICHTING BLACK DIAMOND CLO 2007-1 (LUXEMBOURG)	310
Total: three hundred and ten shares	310

All these shares have been fully paid up, so that the sum of thirty-one thousand Euro (€ 31,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about six thousand Euro.

First resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named party, STICHTING BLACK DIAMOND CLO 2007-1 (LUXEMBOURG), considering itself as duly convened, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting of the shareholders passed the following resolutions:

1. The Company's address is fixed at 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following have been elected as Directors, each with a mandate expiring on occasion of the annual general meeting of shareholders to be held in 2013:

- a) Mr Jorge Perez Lozano, director, residing at 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- b) Mr Robert Jan Schol, director, residing professionally at 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
- c) Mr Paul Van Baarle, director, residing at 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'an deux mille sept, le seize juillet,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg,

A comparu:

STICHTING BLACK DIAMOND CLO 2007-1 (LUXEMBOURG), une fondation (Stichting) établie sous les lois des Pays-Bas ayant son siège statutaire aux Pays-Bas à Locatellikade 1, 1076AZ Amsterdam, enregistrée avec le Registre de la Chambre de Commerce à Amsterdam sous le numéro 34278109.

Etant représentée par Flora Gibert, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle, paraphée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Laquelle comparante, agissant selon la dite qualité, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer (la «Société»).

STATUTS

Titre I^{er} .- Dénomination, Siège, Objet, Durée

1. Forme, Dénomination.

1.1 La Société est une société anonyme luxembourgeoise régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg (et en particulier, la loi telle qu'elle a été modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la «Loi de 1915»)) et par les présents statuts (les «Statuts»). La Société sera soumise à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation (la «Loi Titrisation»).

1.2 La Société adopte la dénomination BLACK DIAMOND CLO 2007-1 (LUXEMBOURG) S.A.

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré vers toute autre commune à l'intérieur du Grand Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale de ses actionnaires délibérant selon la manière prévue pour la modification des Statuts.

2.3 Le conseil d'administration de la Société (le «Conseil d'Administration») ou l'administrateur unique de la Société (l'«Administrateur Unique») est autorisé à changer l'adresse de la Société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

2.4 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique.

3. Objet.

3.1 L'objet de la Société est d'agir comme acquéreur et/ou d'émetteur d'une entité dans le contexte d'une ou plusieurs opérations de titrisation régies par la Loi Titrisation.

3.2 La Société peut entrer dans toute transaction par laquelle elle acquiert ou assume, directement ou indirectement ou à travers une autre entité, des risques liés à des créances, des prêts, des titres obligataires, des valeurs mobilières ou d'autres avoirs ou dettes de tiers ou inhérentes à tout ou partie des activités exercées par des tiers. L'acquisition ou l'acceptation de ces risques par la Société sera financée par l'émission de titres par elle-même ou par une autre entité de titrisation dont la valeur ou le rendement dépendent des risques acquis ou acceptés par la Société.

3.3 Nonobstant le caractère général de ce qui précède, la Société peut en particulier:

a) souscrire à ou acquérir de toute manière appropriée toutes valeurs mobilières ou autres instruments financiers (dans le sens le plus large du terme) émis par des institutions ou organisations internationales, Etats souverains, sociétés publiques ou privées;

b) vendre, transmettre, céder, nantir ou autrement disposer de ses actifs de la manière et pour une rémunération telles que le Conseil d'Administration, l'Administrateur Unique ou la personne nommée à cet effet approuvera de temps à autres;

c) dans l'accomplissement de son objet, gérer, utiliser ou user de quelques façons que ce soit tous ses avoirs, valeurs mobilières ou autres instruments financiers, et fournir, dans les limites de l'article 61(3) de la Loi Titrisation, toutes sortes de garanties et de droits de gage, par voie d'hypothèque, nantissement, «charge» de droit anglo-saxon ou par d'autres moyens sur tous les avoirs et droits détenus par la Société;

d) dans le cadre de la gestion de ses biens, conclure des opérations de prêt de titres, et de pension livrée;

e) conclure et exécuter des opérations sur instruments financiers (incluant, mais non limitées à des swaps, futures, forwards et options) et toutes transactions similaires;

f) émettre des obligations ou toute autre forme de titre représentatifs d'une dette (incluant par voie d'intérêt de participation) ou de capital dont la valeur ou le rendement dépendent des risques acquis ou acceptés par la Société; et

g) conclure des conventions de prêts comme emprunteur dans le cadre de la Loi Titrisation, en particulier dans le but d'obtenir le financement nécessaire pour acquérir ou accepter ces risques (c'est-à-dire avant l'émission de titres ou plus généralement, lorsque la Société agit comme véhicule d'acquisition), afin de se conformer à tout paiement ou toute obligation qu'elle a par rapport à ses titres ou par rapport à tout contrat conclu dans le contexte de ses activités.

3.4 Conformément à la Loi Titrisation, le Conseil d'Administration est autorisé à créer un ou plusieurs compartiments correspondant chacun à une partie séparée des biens de la Société.

3.5 La Société peut prendre toutes mesures pour protéger ses droits et faire toutes opérations quelconques qui sont directement ou indirectement liées à ou utiles pour son objet social et qui peuvent promouvoir son accomplissement ou développement.

4. Ségrégation. Tous les actifs alloués à un compartiment sont exclusivement disponibles pour les investisseurs de celui-ci et les créanciers dont les créances sont nées en connexion avec la constitution, le fonctionnement ou la liquidation de ce compartiment. Malgré ce qui précède, si, suivant le rachat ou le remboursement en entier des emprunts de la Société attribuable à un compartiment et la satisfaction en entier et l'extinction de toutes obligations de la Société envers les autres créanciers dont les créances sont nées en connexion avec de tels emprunts ou la constitution, le fonctionnement ou la liquidation de ce compartiment, ils demeurent des actifs d'un tel compartiment, le Conseil d'Administration peut utiliser un tel excédant d'actifs afin de rembourser les créances de ces créanciers de la Société dont les créances ne peuvent pas être allouées à un compartiment particulier.

5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II.- Capital

6. Capital social. Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille Euro (31.000,- €), divisé en trois cent dix (310) actions nominatives d'une valeur nominale de cent Euro (100,- €) chacune, lesquelles sont entièrement libérées (à raison de 100%).

7. Nature des actions. Les actions sont nominatives et soumises aux conditions légales.

8. Versements. Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que le conseil d'administration déterminera de temps à autres. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

9. Modification du capital.

9.1 Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décisions des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

9.2 La Société peut procéder au rachat de ses propres actions aux conditions prévues par la loi.

Titre III.- Obligations et autres titres représentatifs d'une dette

10. Nominatif ou au porteur. La Société pourra émettre des obligations et autres titres représentatifs d'une dette sous forme nominative ou au porteur. Ces obligations et autres titres représentatifs d'une dette sous forme nominative ne pourront pas être échangés ou convertis en titres au porteur.

Titre IV.- Administrateurs, Conseil d'administration, Réviseurs d'entreprises

11. Conseil d'administration ou administrateur unique.

11.1 En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins (chacun un «Administrateur»), actionnaires ou non.

11.2 Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, la Société doit être administrée par un Conseil d'Admi-

nistration consistant soit en un administrateur, appelé Administrateur Unique, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire soit par au moins trois Administrateurs. Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans ce cas, une telle personne morale nommera un représentant permanent qui assurera ses fonctions au nom et pour le compte de la personne morale. La personne morale en question ne peut révoquer son représentant permanent qu'en nommant en même temps un successeur.

11.3 Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

11.4 En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

12. Réunions du Conseil d'administration.

12.1 Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un président (le «Président»). Le premier Président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du Président, il sera remplacé par l'Administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

12.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou d'un Administrateur. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

12.3 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration.

12.4 Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur pour le représenter. Cette désignation devra être confirmée par une lettre écrite.

12.5 Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité simple des votes émis. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

12.6 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pour autant que chaque participant soit en mesure de prendre activement part à la réunion, c'est à dire notamment d'entendre et d'être entendu par tous les autres Administrateurs participant et utilisant ce type de technologie, seront réputés présents à la réunion et seront habilités à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

12.7 Des résolutions du Conseil d'Administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs personnellement (résolution circulaire). Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax ou e-mail. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoqué. La date de ces résolutions doit être la date de la dernière signature.

12.8 Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tels que fax, e-mail ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

12.9 Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs.

13. Pouvoirs généraux du Conseil d'administration / Administrateur unique.

13.1 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

13.2 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique de la Société est habilité à créer un ou plusieurs compartiments, correspondant aux actifs de la Société financés avec les produits d'une émission spécifique de titres par la Société et correspondant chacun à une partie distincte du patrimoine de la Société et le Conseil d'Administration est autorisé à transmettre, céder et disposer des actifs de la Société conformément à la Loi Titrisation.

14. Délégation de pouvoirs.

14.1 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite journalière des affaires, à un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le Conseil déterminera.

14.2 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être Administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

15. Représentation de la société. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par deux Administrateurs ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

16. Réviseur d'entreprises.

16.1 La Société est contrôlée par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises nommés par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique.

16.2 Les réviseurs d'entreprises sont rééligibles.

17. Conflit d'intérêts.

17.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ou entreprise doivent être affectés ou annulés du fait que un ou plusieurs des Administrateurs ou dirigeants de la Société y ont un intérêt, sont un administrateur, un collaborateur, un dirigeant ou un employé de cette autre société ou entreprise, à condition que le paragraphe 17.3 soit respecté.

17.2 Tout Administrateur ou dirigeants de la Société qui agit comme administrateur, dirigeant ou employé de toute société avec lesquels la Société doit contracter ou autrement s'engager en affaire ne doit pas, seulement du fait de cette affiliation avec cette autre société ou entité, s'empêcher de prendre en compte et de voter ou d'agir dans toutes matières en relation avec ce contrat ou cette autre affaire.

17.3 Dans le cas où tout Administrateur de la Société aurait tout intérêt personnel et opposé dans toute transaction de la Société, cet administrateur doit informer le Conseil d'Administration de cet intérêt personnel et opposé dans toute transaction de la Société et ne doit pas considérer ou voter toute transaction, et cette transaction, et cet intérêt de l'Administrateur doit être mentionné à la suivante assemblée générale des actionnaires de la Société.

17.4 S'il y a seulement un administrateur, par dérogation au paragraphe 17.3, le procès verbal mentionnera seulement les opérations intervenues entre la Société et son Administrateur Unique ayant un intérêt opposé à celui de la Société. Les dispositions des paragraphes qui précèdent ne sont pas applicables lorsque les décisions du Conseil d'administration ou de l'Administrateur concernent des opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Titre V.- Assemblée générale des actionnaires

18. Pouvoirs de l'actionnaire unique / Assemblée générale des actionnaires.

18.1 La Société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution, ainsi que par la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

18.2 S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

18.3 En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

18.4 Toute assemblée générale sera convoquée par voie de lettres recommandées envoyées à chaque actionnaire nominatif au moins quinze jours avant l'assemblée. Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation ou de publication.

18.5 Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

18.6 Les actionnaires peuvent voter par correspondance, au moyen d'un formulaire mentionnant l'option pour un vote positif ou négatif ou l'abstention. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société trois (3) jours avant la réunion de l'assemblée générale.

18.7 Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

18.8 Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

18.9 Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

18.10 Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

19. Lieu et date de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit chaque année dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations le premier mardi du mois de juin, à 11 h 00 heures, et pour la première fois en 2008.

20. Autres Assemblées générales. Tout Administrateur peut convoquer d'autres assemblées générales. Une assemblée générale doit être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

21. Votes. Chaque action donne droit à une voix. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des actionnaires, par une autre personne désignée par écrit.

Titre VI.- Année sociale, Répartition des bénéfices

22. Année sociale.

22.1 L'année sociale commence le premier janvier et fini le trente et un décembre de chaque année, sauf pour la première année sociale qui commence au jour de la constitution de la Société et qui se termine au 31 décembre 2007.

22.2 Le Conseil d'Administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, aux réviseurs d'entreprises qui commenteront ces documents dans leur rapport.

23. Répartition des bénéfices.

23.1 Chaque année cinq pour cent au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

23.2 Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets.

23.3 Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Titre VII.- Dissolution, Liquidation

24. Dissolution, Liquidation.

24.1 La Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des Statuts.

24.2 Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

24.3 A défaut de nomination de liquidateurs par l'assemblée générale des actionnaires, les Administrateurs ou l'Administrateur Unique seront considérés comme liquidateurs à l'égard des tiers.

Titre VIII.- Loi applicable

25. Loi applicable. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, le comparant préqualifié déclare souscrire les 310 (trois cent dix) actions comme suit:

	Actions
STICHTING BLACK DIAMOND CLO 2007-1 (LUXEMBOURG)	310
Total: trois cent dix	310

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de trente et un mille Euro (31.000,- €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société ou qui seront mis à sa charge à raison de sa constitution, ont été évalués à six mille Euro.

Premières résolutions de l'actionnaire unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la partie nommée ci-dessus, STICHTING BLACK DIAMOND CLO 2007-1 (LUXEMBOURG), se considérant dûment convoqué, représentant l'intégralité du capital social et exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires, a pris les décisions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2. Sont appelés aux fonctions d'Administrateurs, chacun pour un mandat expirant lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires à tenir en 2013:

a) M. Jorge Perez Lozano, administrateur, résidant au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

b) M. Robert Jan Schol, administrateur, résidant au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; et

c) M. Paul Van Baarle, administrateur, résidant au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes,

Et après lecture, les comparants prémentionnés, tous connus par le notaire par leurs noms, prénoms, état civil et résidences, ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: F. Gibert, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 18 juillet 2007, LAC/2007/18521. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007100640/211/557.

(070113987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2007.

**Higgins S.A., Société Anonyme,
(anc. Higgins Holdings S.A.).**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 60.294.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2007.

SG AUDIT SARL

Signature

Référence de publication: 2007100751/521/15.

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2007, réf. LSO-CH07053. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070114056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2007.

Trustgest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 103.709.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 août 2007.

SG AUDIT SARL

Signature

Référence de publication: 2007100760/521/14.

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2007, réf. LSO-CH07068. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070114067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2007.

Pearl Maritime S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 85.520.

—
EXTRAIT

Le 31 mai 2007 s'est tenue une Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires au siège social de la société durant laquelle les résolutions suivantes ont été prises:

1. L'Assemblée a accepté la démission de Monsieur Jari Sorvettula en qualité d'administrateur;
2. L'Assemblée a nommé comme nouvel administrateur Monsieur Panu Helamaa demeurant professionnellement à Hollmingintie n ° 3, FIN-26100 Rauma (Finlande) pour une période de 4 ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle à tenir en 2011;
3. L'Assemblée a accepté la démission de Monsieur Koenraad Helon, demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, en sa qualité de commissaire aux comptes de la société;
4. L'Assemblée a nommé comme nouveau commissaire aux comptes la société COMLUX S.P.R.L., sise à B-9160 Lokeren, n ° 8 Koning Boudewijnlaan représentée par Monsieur Etienne Helon pour une période de 4 ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle à tenir en 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Le Conseil d'Administration
Signature

Référence de publication: 2007102506/1066/25.

Enregistré à Luxembourg, le 10 août 2007, réf. LSO-CH03020. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

Schenck Process Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 116.675,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 112.392.

—
Les comptes annuels pour la période du 26 octobre 2005 (date de constitution) au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 août 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007102508/581/14.

Enregistré à Luxembourg, le 27 août 2007, réf. LSO-CH07795. - Reçu 36 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

Topaz Maritime S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 112.945.

—
EXTRAIT

Le 31 mai 2007 s'est tenue une Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires au siège social de la société durant laquelle les résolutions suivantes ont été prises:

1. L'Assemblée a accepté la démission de Monsieur Jari Sorvettula en qualité d'administrateur;
2. L'Assemblée a nommé comme nouvel administrateur Monsieur Panu Helamaa demeurant professionnellement à Hollmingintie n ° 3, FIN-26100 Rauma (Finlande) pour une période de 4 ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle à tenir en 2011;
3. L'Assemblée a accepté la démission de Monsieur Koenraad Helon, demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, en sa qualité de commissaire aux comptes de la société;
4. L'Assemblée a nommé comme nouveau commissaire aux comptes la société COMLUX S.P.R.L., sise à B-9160 Lokeren, n ° 8 Koning Boudewijnlaan représentée par Monsieur Etienne Helon pour une période de 4 ans expirant à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle à tenir en 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Le Conseil d'Administration
Signature

Référence de publication: 2007102505/1066/25.

Enregistré à Luxembourg, le 10 août 2007, réf. LSO-CH03022. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

**MSI Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Balsamine Services S.à r.l.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 125.174.

Le Gérant unique de la Société confirme que la Société a été notifiée qu'il résulte d'un contrat de vente et transfert de parts sociales (Share Sale and Transfer Agreement) signé le 17 juillet 2007 entre PARLAY FINANCE COMPANY S.A., une société avec siège social au 47, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg en tant que Cédant (Vendor) et EMERGING EUROPE CONVERGENCE FUND II, L.P., une société avec siège social à Ogier House, St Julian's Avenue, St Peter Port, Island of Guernsey, en tant que Bénéficiaire (Purchaser) que les 500 parts sociales détenues par le Cédant sont transférées au Bénéficiaire à partir du 17 juillet 2007.

Le Conseil de Gérance confirme que la Société a accepté le transfert des parts sociales entre le Cédant et le Bénéficiaire et que la Société a dûment enregistré ce transfert de parts dans le Registre des Actionnaires de la Société en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Luxembourg, le 24 juillet 2007.

Pour MSI ALPHA S.à r.l.
ProServices MANAGEMENT S.à r.l.
Gérant
Signature

Référence de publication: 2007102532/1084/24.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08486. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

VSF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3980 Wickrange, 9, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 110.528.

*Extrait de la résolution adoptée lors de l'assemblée générale extraordinaire
tenue au siège social de la société en date du 28 juin 2007*

L'assemblée décide à l'unanimité:

L'associé majoritaire représentant 99% des parts de la société VSF SàRL, préqualifié accepte:

- La démission de Madame Milheiras Cortico Maria, née le 30 avril 1964 à Galvarveiach au Portugal, demeurant 6, rue de Hellange, L-3487 Dudelange du poste de gérante technique et administrative
- La nomination de Madame Gras Anjali, née le 24 février 1979 à Calcutta en Inde, demeurant 13, rue de la continentale L-4917 Bascharage, au poste de gérant technique.
- La nomination de Monsieur Bettega Jérémie, né le 22 décembre 1978, à Thionville en France, demeurant 13, rue la continentale L-4917 Bascharage, au poste de gérant administratif.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2007102524/6394/23.

Enregistré à Luxembourg, le 22 août 2007, réf. LSO-CH06484. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

Larguez les Amarres, Société Anonyme.

Capital social: EUR 80.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 109.914.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale ordinaire tenue à Luxembourg le 21 juin 2007

1. Révocation du mandat donnée au commissaire TAX CONSULT SA 1, rue Nicolas Simmer L-2538 Luxembourg.
2. Nomination au poste de commissaire pour une période prenant effet au 30 avril 2007 et se terminant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'an 2012.

VERICOM SA

46A, avenue JF Kennedy L-1855 Luxembourg

inscrite au RCS de Luxembourg sous le numéro section B 51.203

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2007.

Pour extrait

LARGUEZ LES AMARRES SA

Signatures

Référence de publication: 2007102519/8062/22.

Enregistré à Luxembourg, le 29 août 2007, réf. LSO-CH09014. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

Parici S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg B 124.411.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 31 janvier 2007 que la société CLARENCE INVESTMENTS LLC a cédé les 250 parts sociales (deux cent cinquante parts sociales) qu'elle détenait dans la société PARICI S.à r.l. à la société NOORDVORK LIMITED.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2007102534/1211/17.

Enregistré à Luxembourg, le 31 mai 2007, réf. LSO-CE06872. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

MSI Beta S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. Verbena International S.à r.l.).

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 125.173.

—
Le Gérant unique de la Société confirme que la Société a été notifiée qu'il résulte d'un contrat de vente et transfert de parts sociales (Share Sale and Transfer Agreement) signé le 17 juillet 2007 entre PARLAY FINANCE COMPANY S.A., une société avec siège social au 47, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg en tant que Cédant (Vendor) et MSI ALPHA S.à r.l., une société avec siège social au 47, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant que Bénéficiaire (Purchaser) que les 500 parts sociales détenues par le Cédant sont transférées au Bénéficiaire à partir du 17 juillet 2007.

Le Conseil de Gérance confirme que la Société a accepté le transfert des parts sociales entre le Cédant et le Bénéficiaire et que la Société a dûment enregistré ce transfert de parts dans le Registre des Actionnaires de la Société en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Luxembourg, le 24 juillet 2007.

Pour MSI BETA S.à r.l.

ProServices MANAGEMENT S.à r.l.

Gérant

Signature

Référence de publication: 2007102530/1084/23.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08483. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

TIAA Lux 6, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 120.999.

Les comptes annuels pour la période du 6 novembre 2006 (date de constitution) au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007102521/581/14.

Enregistré à Luxembourg, le 27 août 2007, réf. LSO-CH07784. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

MGP Pope S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 116.812.

MGP EUROPE (LUX) S.à r.l., associé unique de la Société, demeurant à 2-8, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, numéro RCS: B 114.151, a vendu toutes les 500 parts sociales qu'elle détenait dans la Société (représentant la totalité des parts sociales de la Société) à MGP POPE PARALLEL S.à r.l., demeurant à 2-8, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, numéro. RCS: B 116.813 le 3 août 2007 basé sur un contrat de transfert de la même date.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour MGP POPE S.à r.l.

J. Mossong

Gérante

Référence de publication: 2007102522/3648/18.

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2007, réf. LSO-CH06979. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

Kilbroney Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 92.624.

RECTIFICATIF

Le dépôt effectué en date du 8 juin 2006 sous le n ° L060052397.04 CDO: 29 C. Tarif: 801 R auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, concerne les comptes annuels au 31 mars 2005 et non les comptes annuels au 31 décembre 2005.

Luxembourg, le 16 août 2007.

Pour avis sincère et conforme

Pour KILBRONEY FINANCE S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007102547/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08262. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

Cobfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 84.685.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 juin 2007

Messieurs Camille Cigrang, Freddy Bracke, Michael Gray et les sociétés COBELFRET S.A.

et NOVOLUX S.A. sont renommés administrateurs.

Monsieur Dirk Hooybergs est renommé commissaire aux comptes.

La société BDO COMPAGNIE FIDUCIAIRE, 5, boulevard de la Foire, L-2013 Luxembourg, est nommé réviseur.

Tous les mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale de 2008.

Certifié conforme

F. Bracke

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2007102553/1380/18.

Enregistré à Luxembourg, le 20 août 2007, réf. LSO-CH05713. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

General Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 110.379.

—
Extrait des décisions prises par le conseil d'administration en date du 16 mai 2007

1. Monsieur Robert Hovenier a démissionné de son mandat d'administrateur de catégorie B.

2. Monsieur Carl Speecke, administrateur de sociétés, né à Kortrijk (Belgique), le 5 mars 1964, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été coopté comme administrateur de catégorie B. Monsieur Carl Speecke terminera le mandat de son prédécesseur qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2010. La nomination de Monsieur Carl Speecke sera ratifiée par la prochaine assemblée.

Luxembourg, le 17 août 2007.

Pour extrait sincère et conforme

Pour GENERAL CAPITAL S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007102536/8064/20.

Enregistré à Luxembourg, le 29 août 2007, réf. LSO-CH09087. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

Hentur Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 57.909.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2007.

COMPANIES & TRUSTS PROMOTION S.A.

Signature

Référence de publication: 2007102538/696/14.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08334. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

Franklin Templeton Management Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 64.456.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire qui a été tenue à Luxembourg le 31 juillet 2007, que:

1) Les mandats d'administrateur de William Lockwood, Gregory E. McGowan, J.B. Mark Mobius et David E. Smart ont été renouvelés jusqu'à l'assemblée générale annuelle devant se tenir en l'an 2008 ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

2) Le mandat de PricewaterhouseCoopers S.à.r.l en qualité de réviseur d'entreprise a été renouvelé pour une période d'un an jusqu'à la date de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'an 2008 ou jusqu'à ce que son successeur soit élu.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FRANKLIN TEMPLETON MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

Signature

Référence de publication: 2007102539/1282/20.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2007, réf. LSO-CH07447. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

Bluestar International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 103.013.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 août 2007.

COMPANIES & TRUSTS PROMOTION S.A.

Signature

Référence de publication: 2007102540/696/14.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08331. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

AMICORP Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 49.731.

—
Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AMICORP LUXEMBOURG S.A.

M. Bogers

Administrateur

Référence de publication: 2007102544/1084/14.

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 2007, réf. LSO-CH08480. - Reçu 40 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

Frontline Holding S.A., Société Anonyme Holding.**Capital social: EUR 63.497,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 80.478.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale des Actionnaires tenue le 6 août 2007 statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2001, 2002, 2003, 2004, 2005 et 2006 que:

- Monsieur Cyril Lamorlette, domicilié professionnellement, 65, rue des Romains, L-8041 Strassen; et
- Monsieur Pierre-François Wery, domicilié professionnellement, 65, rue des Romains, L-8041 Strassen; et
- Monsieur Jan Rottiers, domicilié professionnellement, 85-91, route de Thionville, L-1011 Luxembourg

Ont été réélus en tant qu'Administrateurs de la société à compter ce 6 août 2007, leurs mandats prenant fin lors de l'Assemblée Générale Annuelle approuvant les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012.

Et que

- HRT REVISION S.A., 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg.

A été nommé Commissaire aux Comptes de la société en remplacement de CERTIFICA LUXEMBOURG S.à r.l., à partir de ce 6 août 2007, son mandat prenant fin lors de l'Assemblée Générale Annuelle approuvant les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012.

Luxembourg, le 7 août 2007.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2007102517/802/26.

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2007, réf. LSO-CH06863. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070116289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2007.

Macquarie Airports (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 87.739.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 48391 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger

Notaire

Référence de publication: 2007103331/211/11.

(070117291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.

Macquarie Airports (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 87.739.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 48460 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

J. Elvinger

Notaire

Référence de publication: 2007103336/211/11.

(070117298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 août 2007.